



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-troisième session
Rome, 22-23 avril 1998

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

POUR

LE PROJET DE SERVICES D'APPUI À L'AGRICULTURE



TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Kirghizistan	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	6
A. Zone du projet et groupe cible	6
B. Objectifs du projet	7
C. Composantes	7
D. Coûts et financement du projet	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	12
F. Organisation et gestion	12
G. Justification économique	13
H. Risques	14
I. Impact sur l'environnement	15
J. Aspects novateurs	15
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	16
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	16
ANNEXE Résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié	17



APPENDICES

	Page
I. Country Data (Données sur le pays)	1
II. Previous IFAD Loan/Grant to the Kyrgyzstan (Prêt/don antérieur du FIDA au Kirghizistan)	2
III. Project Description (Description du projet)	3
IV. Logical Framework (Cadre logique)	5
V. Costs and Financing (Coûts et financement)	7
VI. Organization and Management (Organisation et gestion)	9
VII. Financial and Economic Analysis (Analyse économique et financière)	16



TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Som kirghize (KGS)
1,00 USD	=	17,5 KGS
1,00 KGS	=	0,0571 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

ASF	Association de services financiers
AT	Assistance technique
BAaD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
CAC	Centres agrocommerciaux
CCDR	Centre consultatif de développement rural
CDSCR	Conseil de direction des services consultatifs ruraux
GTZ	Organisme allemand de coopération technique
IDA	Association internationale de développement
KHF	Know-How Fund (R.-U.)
MARE	Ministère de l'agriculture et des ressources en eau
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSAA	Projet de services d'appui à l'agriculture
SCDR	Services consultatifs de développement rural
SDC	Direction du développement et de la coopération (Suisse)
SFCA	Service de formation et de conseil agricoles
SKFA	Société kirghize de financement agricole
UE/TACIS	Union européenne/ Assistance Technique à la Communauté des États indépendants
UMP	Unité de mise en œuvre du projet

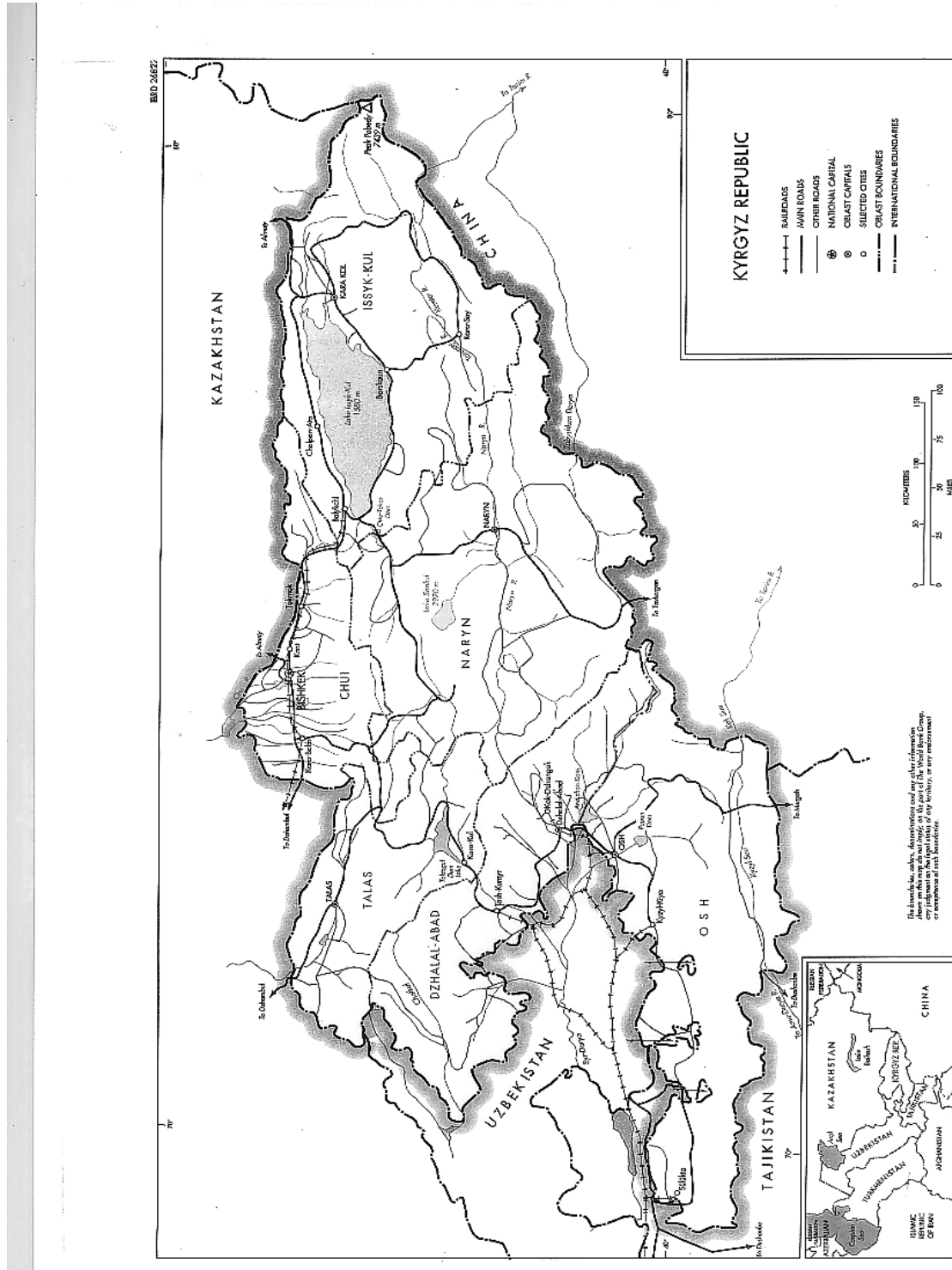
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

Année budgétaire

1^{er} janvier-31 décembre



CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du FIDA aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leur frontière ou limites.



RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

PROJET DE SERVICES D'APPUI À L'AGRICULTURE

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	Association internationale de développement (IDA)
EMPRUNTEUR:	République kirghize
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture et des ressources en eau
COÛT TOTAL DU PROJET:	29,29 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	5,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 7,92 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEURS:	IDA Direction suisse de la coopération au développement (SDC)/Helvetas/Caritas Office allemand de la coopération technique (GTZ) Know-How Fund (KHF) - Royaume-Uni
MONTANT DU COFINANCEMENT:	IDA - 14,23 millions de USD SDC/Helvetas/Caritas - 900 000 USD GTZ - 430 000 USD KHF - 760 000 USD Projet de développement de l'élevage ovin - 1,79 million de USD
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	2,01 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	1,25 million de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	IDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	IDA



NOTE DE PRÉSENTATION

Le projet a pour cible les quelque 140 000 exploitations agricoles qui seront privatisées à l'issue du processus de réforme agraire et foncière en cours. La majorité des familles exploitantes sont pauvres (jusqu'à 75% selon une estimation), et tout juste capables de gagner de quoi s'assurer une alimentation de subsistance minimale. Les ménages les plus défavorisés sont ceux qui sont menacés par l'insécurité alimentaire dans les zones géographiquement reculées, les pasteurs/agriculteurs des zones d'altitude, les femmes pauvres et les ménages ayant une femme à leur tête, les jeunes au chômage et les victimes des catastrophes naturelles ou dues à l'homme. Dans ce groupe cible, les bénéficiaires des composantes du projet financé par le FIDA seront, estimativement, les 35 000 ménages ruraux qui recevront des services d'appui, et qui devraient adopter de ce fait les pratiques et les techniques améliorées qui seront diffusées par le biais des services de conseil agricole dans le cadre du projet. Un autre groupe de bénéficiaires se composera d'environ 5 700 ménages ruraux pauvres qui bénéficieront, à terme, de petits prêts agricoles consentis dans le cadre du projet.

L'une des principales raisons de la pauvreté de ces familles rurales tient à l'effondrement général de l'agriculture et de l'économie du pays lié à la transition actuelle, qui a provoqué de nombreuses pertes d'emploi ou défauts de paiement des salaires, sans ouvrir la possibilité de posséder et d'exploiter à titre privé des terres - résultat qui se fait encore attendre car le processus de réforme agraire et de restructuration du secteur agricole est encore loin d'être achevé. Les agriculteurs n'ont pas accès aux intrants et aux services agricoles de base - semences, engrais, produits phytosanitaires, entretien des machines agricoles, fournitures pour l'irrigation, informations commerciales et crédit. En outre les nouveaux propriétaires ne possèdent pas encore les compétences, tant agricoles que commerciales, nécessaires pour exploiter par eux-mêmes une exploitation privée, car ils ont en général passé leur vie soit dans des emplois non agricoles, soit cantonnés dans des tâches étroitement spécialisées sur les grandes exploitations collectives en cours de démantèlement. Les nouvelles institutions nécessaires pour assurer les prestations de services et de conseil indispensables, ainsi que les formations et les technologies adaptées à leur nouveau genre de vie doivent encore achever de se mettre en place. Les organisations locales d'agriculteurs, qui permettraient à ceux-ci d'exercer un pouvoir collectif, commencent tout juste à se constituer.

Le projet contribuera à satisfaire nombre de ces besoins et à relever les défis actuels. Il renforcera les institutions et les procédures permettant d'accélérer et de mener à bonne fin la redistribution des terres et des actifs autres que fonciers aux familles rurales, individuellement, et contribuera à rendre le processus plus équitable et transparent. Les interventions prévues apporteront des moyens d'existence potentiels à une grande majorité des ménages ruraux. Pour permettre aux nouveaux titulaires de droits fonciers d'exploiter efficacement la terre, de produire et de se procurer un revenu, le projet leur apportera des services réguliers de conseil et de formation aux techniques de gestion des exploitations et de production végétale, par le biais d'un réseau de centres de conseil, appuyé par une recherche adaptative sur les techniques améliorées. En ce qui concerne deux facteurs revêtant une importance critique, à savoir disposer de semences de qualité et de produits phytosanitaires inoffensifs, le projet engendrera les conditions propices pour que le secteur privé puisse produire ces intrants et les distribuer aux agriculteurs. Le projet octroiera aussi des prêts aux agriculteurs, qui en ont grand besoin, pour leur permettre de financer les achats d'intrants nécessaires. Enfin, il leur apportera des informations sur les possibilités de commercialisation, la réglementation gouvernementale, etc., afin de rendre l'agriculture plus rentable et d'en résoudre les problèmes.



Pour assurer que le projet s'exécute en bonne conformité avec les besoins des agriculteurs et que ses résultats et avantages touchent effectivement les bénéficiaires visés, sa conception s'est fondée sur ce qui suit: représentation des agriculteurs et maîtrise des activités par le biais de conseils de direction du projet à l'échelon central et à celui des *oblast* (régions); essais et démonstration des résultats des recherches sur les exploitations des agriculteurs, avec leur participation; calendrier régulier de visites aux agriculteurs par des vulgarisateurs, et conseils techniques fondés sur la demande des agriculteurs, plutôt qu'une diffusion hiérarchique descendante de messages standard; paiement des services de conseil par les agriculteurs, à des taux croissants dans le temps; emploi de vulgarisatrices et de conseillères dans chaque *oblast*; suivi et évaluation participatifs, avec ateliers annuels réguliers d'évaluation des bénéficiaires; petits prêts consentis aux agriculteurs, sans nantissement, et dans le cadre de groupes à responsabilité solidaire, pour assurer le ciblage des plus pauvres; enfin, organisation des agriculteurs en groupes, par exemple associations d'irrigants, usagers de machines agricoles, groupes de commercialisation, et groupes d'utilisateurs des services de vulgarisation.



RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE
POUR
LE PROJET DE SERVICES D'APPUI À L'AGRICULTURE

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République kirghize, d'un montant de 5,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 7,92 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet de services d'appui à l'agriculture. Ce prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an, et sera administré par l'Association internationale de développement (IDA) en qualité d'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Le Kirghizistan est un pays montagneux d'Asie centrale, dont la superficie est de 198 500 km² pour une population d'environ 5 millions d'habitants, dont 3,8 millions de ruraux. Depuis 1991, année où le pays nouvellement indépendant s'est séparé du système de production soviétique, étroitement intégrée, et des structures de commerce et de paiement centralisées, le Kirghizistan a souffert d'un déclin considérable de la production et des revenus. La production avait baissé de près de 50% en 1994, et l'inflation atteignait 1 200%. Depuis lors, grâce à des politiques monétaires et budgétaires strictes et à diverses mesures de réforme, la situation macro-économique manifeste des signes d'amélioration. L'inflation est redescendue au-dessous de 30%. Le produit national brut par habitant est estimé à environ 700 USD. Toutefois environ la moitié de la population totale, et selon une estimation non moins de 75% de la population rurale vivent au-dessous du seuil de pauvreté, estimé en fonction du coût d'un panier alimentaire de base.

2. L'agriculture est l'un des principaux secteurs de l'économie, avec 45% du produit intérieur brut et 49% de l'emploi. La superficie agricole totale est d'environ 10 millions d'ha, dont seulement environ 1,5 million sont cultivables, le reste étant constitué de pâturages où l'élevage ovin est la principale activité. Les précipitations, distribuées sur toute l'année, varient selon les régions entre 200 et 700 mm d'eau, ce qui limite les rendements culturaux; mais la fonte des neiges fournit en général de l'eau en suffisance pour permettre d'irriguer environ 800 000 ha, desservis par des canaux. L'échelonnement en altitude (entre 500 et 4 000 m), associé à une forte diversité des conditions climatiques, engendre une multiplicité de situations agroclimatiques - zones subtropicales où l'on cultive le coton, le tabac et des légumes; zones tempérées propices au blé, à l'orge et à la luzerne; enfin zones d'altitude où l'activité

¹ Pour plus de précisions, voir l'appendice I.



agricole se limite principalement au pâturage d'estive. Parallèlement au déclin général de l'économie depuis le début des années 90, la production agricole s'est considérablement contractée entre 1990 et 1996. Depuis peu, on observe des signes de reprise de la production agricole, mais le secteur continue d'affronter des problèmes complexes.

3. Les fermes d'État et les exploitations collectives se partageaient, jusqu'à 1991, la majeure partie des terres arables et des pâturages. Depuis lors, les terres arables sont distribuées aux résidents des zones rurales dans le cadre d'un programme de réforme agraire et foncière, moyennant des baux emphytéotiques de 99 ans, avec droits intégraux d'usufruit. Environ 140 000 exploitations privatisées devraient résulter de ce processus. Toutefois les "nouveaux agriculteurs" ont le plus souvent très peu d'expérience de l'exploitation agricole sous forme d'entreprise indépendante. N'ayant pour la plupart travaillé qu'à titre de travailleurs étroitement spécialisés dans les grandes exploitations collectives gérées selon le principe hiérarchique descendant, ils ne possèdent ni les connaissances techniques générales ni l'expérience de la gestion privée nécessaires pour mener leur exploitation. Nombre d'entre eux auraient de graves difficultés à rester sur les terres qui leur ont été allouées s'ils n'étaient soutenus par divers services et apports extérieurs. Or la plupart des exploitations sont privées de tels services du fait du bouleversement du système d'organisation et de gestion agricole antérieur du pays, et de l'inachèvement du processus de transition. La baisse du revenu agricole et la disparition des mécanismes de crédit et de financement (qui résultent de l'effondrement du système bancaire, y compris l'Agroprombank, qui était le principal bailleur de crédit agricole) ont fortement limité la capacité des agriculteurs d'acheter des intrants, même lorsque ceux-ci sont théoriquement disponibles.

4. Le gouvernement s'efforce de susciter un climat propice à la fourniture des intrants et services nécessaires aux agriculteurs, en limitant l'encadrement assuré par l'État et en favorisant les activités du secteur privé pilotées par les agriculteurs. Les anciennes entreprises d'État sont en cours de privatisation, et les pouvoirs publics encouragent les reconversions et les activités pilotes. Le rôle du Ministère de l'agriculture et des ressources en eau (MARE) et des administrations agricoles à l'échelon de l'*oblast* (région) et du *rayon* (district) a été redéfini. La Société kirghize de financement agricole (SKFA) a été constituée avec le mandat de financer l'activité agricole commerciale par le crédit, avec un guichet spécial pour les petits agriculteurs.

B. Données d'expérience

5. Les enseignements tirés de l'expérience du FIDA ont été intégrés dans la conception du projet, principalement grâce à l'expérience acquise dans le cadre de projets en cours, notamment le projet FIDA/Banque mondiale de développement de l'élevage ovin; des projets de financement rural menés par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (BASD); de l'activité de crédit appuyée par le PNUD dans le cadre de son projet pilote d'atténuation de la pauvreté; d'activités de microcrédit appuyées par certaines organisations non gouvernementales (ONG); et par les projets pilotes de soutien agricole entrepris, à petite échelle, dans certaines régions du pays par l'Union européenne/Assistance technique à la Communauté des États indépendants (UE/TACIS), l'Organisme allemand de coopération technique (GTZ) et la Direction suisse du développement et de la coopération (SDC), qui apporte une aide par le biais d'Helvetas et de Caritas. Les très nombreux nouveaux petits agriculteurs ont besoin d'un réseau de conseillers agricoles, à l'échelon des *rayon/villages*, capables de répondre à leurs besoins et de leur prodiguer directement des conseils dans une grande diversité de domaines (production végétale; système fiscal; questions de réforme agraire; crédit, etc.) ou de savoir où obtenir les informations requises. Pour trouver toute son efficacité, ce système de conseil devra être étayé par un système approprié de recherche adaptative et de développement de technologies, de formation des agriculteurs et de constitution de groupes d'agriculteurs. Il est donc nécessaire de passer au crible les nouvelles techniques et de les adapter pour les appliquer dans des conditions naturelles difficiles, donc, idéalement, en partant des champs des agriculteurs. Ceux-ci ont accueilli avec enthousiasme les conseils agricoles et manifesté beaucoup



d'intérêt pour les visites mutuelles et l'apprentissage réciproque. Les agriculteurs ont besoin d'être aidés à se constituer en groupes, à des fins diverses. Les agriculteurs innovants, chefs de file spontanés, capables d'influencer les autres, ne doivent pas être exclus des services de conseil agricole. Les femmes sont des membres actifs de la communauté agricole, et doivent être appuyées. Pour qu'il soit crédible et durable, le service de conseil doit être autonome des structures traditionnelles de gouvernement. Ce service doit pouvoir s'autofinancer, mais certains coûts (par exemple les frais généraux initiaux) devront être assumés par le gouvernement dans le cadre de ses obligations socio-économiques. Il est particulièrement important que les agriculteurs puissent avoir recours au crédit. Les agriculteurs pauvres, qui n'ont pas grand chose à apporter en nantissement et sont la majorité, ont du mal à avoir accès au crédit classique. Les petits groupes d'agriculteurs, fondés sur le principe de la responsabilité solidaire, se sont révélés être une solution envisageable. Les financements de contrepartie du gouvernement prévus par les projets financés par des donateurs ne sont toutefois pas débloqués avec toute la diligence souhaitable.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Kirghizistan

6. **Politique du Kirghizistan de lutte contre la pauvreté.** La réforme et la revitalisation du secteur agricole, associées à la réforme du système de protection sociale, sont, dans la période actuelle de transition, les éléments centraux des politiques et programmes gouvernementaux de lutte contre la pauvreté. L'action menée s'est ventilée entre les éléments spécifiques ci-après: distribution de terres et de parts de propriétés aux travailleurs des anciennes fermes collectives et aux résidents des zones rurales, et qualification des travailleurs agricoles étroitement spécialisés pour en faire les propriétaires et les gestionnaires d'entreprises agricoles indépendantes; restructuration des anciennes fermes en exploitations de taille appropriée; publicité, éclaircissement et mise en oeuvre effective des droits de propriété et du nouveau statut foncier des ruraux, et transmissibilité de ces droits; élimination des subventions et des taxes à l'exportation portant sur les produits agricoles, et libéralisation des prix des intrants et des produits; élimination du monopole d'État de production et de commercialisation des intrants; encouragement aux négociants et aux distributeurs du secteur privé; mise en place de services appropriés de conseil agricole et d'informations sur les marchés; réorientation/revitalisation du système de recherche agronomique et de développement de technologies; développement des institutions et des services de financement rural, pour rendre le crédit accessible aux agriculteurs et aux entreprises agricoles; amélioration de la productivité agricole, et relance de la demande d'engrais et autres intrants; amélioration de la gestion du parc de machines et de matériel de taille industrielle hérité du précédent régime, et remplacement progressif de celui-ci; élaboration de politiques et programmes de remise en état, dévolution et financement durable du réseau d'irrigation qui se dégrade, et d'autres infrastructures; promotion des organisations d'agriculteurs, y compris associations d'irrigants, groupes d'utilisateurs de machines agricoles, groupes de commercialisation, etc.; réorientation du MARE et d'autres institutions du secteur public, et renforcement de leurs capacités pour leur permettre d'exercer des fonctions réglementaires et promotionnelles plutôt que de présider directement aux activités de production, pour laisser celles-ci à un secteur privé dont on espère qu'il se montrera dynamique.

7. Parallèlement, le gouvernement est soucieux de protéger les groupes vulnérables dans cette période de transition. Il s'y efforce comme suit: remplacement de l'ancien système généralisé de pensions et d'allocations par un système de paiements et de subventions ciblées sur ceux qui en ont le plus besoin; suivi de la pauvreté; et préservation d'une couverture médicale minimale en dépit de contraintes budgétaires très dures.

8. **Activités de lutte contre la pauvreté financées par d'autres donateurs importants.** De nombreux donateurs sont actifs au Kirghizistan; ainsi plusieurs initiatives et projets appuyés par des donateurs viennent s'associer à l'action du FIDA et sont complémentaires du présent projet. Plusieurs activités pilotes, qui couvrent quelques *rayon/oblast* du pays, ont été menées pour appuyer des



familles d'agriculteurs, en mettant l'accent sur des prestations de conseils techniques et commerciaux, l'organisation de groupes et le crédit. Sont à ce nombre divers projets menés par l'UE/TACIS, les projets du Service de formation et de conseil agricoles (SFCA) et ceux visant les centres agro-commerciaux (CAC), l'aide apportée par la SDC (par le biais d'Helvetas et de Caritas) et l'action de la GTZ. Une assistance du même ordre est aussi prévue par les Pays-Bas dans la région sud du pays. L'approche de base des services de conseil est la même, à savoir que les vulgarisateurs chargés de conseil agricole rendent visite aux villageois par roulement, 4 à 5 fois par semaine, et sont disponibles pour donner des avis. Des services consultatifs et une aide à l'organisation des agriculteurs sont également fournis dans le cadre du projet de développement de l'élevage ovin financé par le FIDA et la Banque mondiale, qui a commencé d'être mis en oeuvre fin 1996. L'expérience acquise jusqu'ici dans le cadre de ce projet (20% du prêt du FIDA ont été décaissés) est positive. Ce projet a trouvé un écho enthousiaste chez les agriculteurs, la constitution de groupes avance, et les agriculteurs rendent volontiers visite aux groupes qui obtiennent de bons résultats pour bénéficier de leur expérience. Deux autres initiatives auxquelles ont contribué des donateurs, elles aussi étroitement liées au projet de services d'appui à l'agriculture (PSAA), sont à citer: le programme de terrain du PNUD donne accès au crédit à des groupes à responsabilité solidaire dans le cadre du projet pilote d'atténuation de la pauvreté, et le projet de financement rural de la Banque mondiale, qui offre des possibilités de crédit agricole aux petites entreprises agricoles et aux petits exploitants, par le canal de la SKFA. Néanmoins les agriculteurs qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté et ne peuvent rien apporter en nantissement de prêts, ont besoin d'un soutien complémentaire.

9. L'inventaire des autres activités des donateurs doit se compléter comme suit: octroi de petits prêts par des ONG basées aux États-Unis; un projet important financé par la BASD, qui a vocation d'apporter du crédit par le biais de la constitution de sociétés d'épargne et de crédit; des activités de développement de la petite entreprise et de formation des agriculteurs (SDC; Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)); remise en état des ouvrages primaires et secondaires d'irrigation de surface, et par la suite des ouvrages tertiaires et sur les exploitations (Banque mondiale); appui aux associations d'irrigants (BASD); approvisionnement en intrants et transformation des produits agricoles (Société agrocommerciale kirghize, financée par la BERD); transformation de fruits et légumes (SDC); production semencière (Danemark); développement de l'information sur les marchés à l'échelle pilote (Know-How Fund britannique (KHF)); appui à la réforme agraire et à l'enregistrement foncier (USAID); aide alimentaire (UE et États-Unis); soins de santé primaires et approvisionnement en médicaments (Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)); fourniture de machines agricoles, de matériel et d'intrants (Japon); développement laitier (SDC); et renforcement des capacités institutionnelles par l'assistance technique et autres aides (BASD; UE/TACIS).

10. **Stratégie de collaboration du FIDA avec le Kirghizistan.** La stratégie d'atténuation de la pauvreté que poursuit le FIDA au Kirghizistan découle des difficultés et des possibilités spécifiques du pays, et des activités menées par le gouvernement et par les donateurs à cet égard. Comme la pauvreté rurale actuelle est principalement due à la perturbation globale de l'agriculture en période de transition, la stratégie du FIDA consistera initialement, pour l'essentiel, à restaurer le revenu rural par le biais d'accroissement de la productivité agricole. Elle visera l'ensemble des exploitations nouvellement privatisées. Toutefois une approche plus étroitement ciblée sera aussi poursuivie, en mettant l'accent sur les zones et les ménages particulièrement défavorisés, tels les ménages victimes de l'insécurité alimentaire dans les zones géographiquement reculées, les familles paysannes et d'éleveurs des zones d'altitude, les femmes pauvres et les ménages ayant une femme à leur tête, les jeunes au chômage, et les victimes de catastrophes, tant naturelles que dues à l'homme.



11. Les principales contraintes que subit l'agriculture actuellement sont les suivantes: pénurie générale d'intrants agricoles, de savoir-faire techniques, de connaissances commerciales, d'informations financières et commerciales; absence d'institutions appropriées pour acheminer intrants et services jusqu'aux exploitations nouvellement privatisées (en raison de leur grand nombre); et dégradation ou effondrement des infrastructures essentielles, comme les réseaux d'irrigation. Compte tenu de ces contraintes, l'approche du FIDA se caractérisera principalement, dans l'immédiat, par la mise en oeuvre des actions suivantes: consolidation du processus de réforme agraire, et motivation et promotion de l'esprit d'entreprise par la délivrance de titres fonciers sûrs et autres actifs, notamment en faveur des pauvres; réorientation des institutions existantes, ou création de nouvelles institutions, chargées d'acheminer les intrants agricoles, les technologies, les conseils aux agriculteurs, de dispenser formation, crédit et informations commerciales aux exploitants agricoles privés de plus en plus nombreux dans le pays; et remise en état des infrastructures physiques et sociales indispensables. Pour assurer que ces actions et ces interventions répondent à tous égards aux besoins des bénéficiaires visés, le FIDA se fondera sur une approche participative pour la conception et la mise en oeuvre de ses actions. Pour y parvenir, et pour garantir la mise à disposition effective des intrants et des services, le FIDA soutiendra l'organisation des agriculteurs en groupes ou associations d'usagers. En outre, dans la perspective d'accroître l'impact de ses interventions, le FIDA s'efforcera d'établir des alliances stratégiques avec les autres donateurs, les institutions internationales de recherche, les instances gouvernementales clés et les ONG. Par le biais de ces alliances, le FIDA s'efforcera d'inciter ces autres organismes à être attentifs aux besoins des petits agriculteurs et des ruraux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, et de choisir les activités fondamentales auxquelles apporter son appui.

12. **Raison d'être du projet.** L'agriculture est l'assise même de l'économie kirghize, et la revitalisation de ce secteur est fondamentale pour que la croissance reprenne et que la pauvreté recule. Les exploitations nouvellement privatisées, qui sont en majorité propriété de petits agriculteurs pauvres et qui doivent encore devenir économiquement viables, sont confrontées à de lourdes contraintes en raison du manque de services consécutif à la privatisation. La survie de ces nouvelles exploitations est subordonnée, de façon critique, à la disponibilité de ce qui suit: technologies génératrices de productivité, services consultatifs de caractère technique et gestionnaire, eau d'irrigation, services d'entretien des machines agricoles, crédit pour acheter les intrants nécessaires, et informations sur l'accès aux marchés et sur la situation de ceux-ci. Les enquêtes menées sur le terrain montrent que les nouveaux propriétaires d'exploitations, à l'issue de la réforme agraire, ou bien ne connaissent pas les principes fondamentaux de l'agriculture, ou, ayant travaillé dans le cadre d'une agriculture collectiviste, ne possèdent que des connaissances étroitement spécialisées dans un ou deux domaines correspondant à une production de type industriel. Les connaissances techniques et les savoir-faire nécessaires à la production, à la gestion et à la commercialisation, en petite agriculture, chaque exploitation constituant une unité indépendante, sont pratiquement inexistantes. Les agriculteurs ont maintenant besoin d'être appuyés par des conseils et d'être informés par un service consultatif conscient des besoins des agriculteurs et déterminé à les satisfaire. Les agriculteurs sont très réceptifs aux conseils techniques et commerciaux: ces conseils, toutefois, ne suffisent souvent pas à accroître la productivité, car les agriculteurs n'ont pas accès au crédit pour acheter les intrants, louer les machines, etc. Des recommandations étroitement ajustées aux conditions locales sont nécessaires pour mettre en place des systèmes optimaux de production végétale dans les différentes régions agro-écologiques. Les démonstrations à la ferme, les essais de plein champ et les programmes de recherche adaptative doivent se concentrer sur les besoins des agriculteurs, et se faire en exploitation, avec la participation des intéressés. Des liens doivent être établis avec les institutions de recherche régionales et internationales, afin d'introduire un matériel végétatif et des technologies adaptés aux conditions du Kirghizistan. Dans la plupart des cas, les agriculteurs bénéficieront d'une coopération mutuelle et de leur organisation en groupes pour acheter



les intrants, vendre leurs produits, et mettre en commun des ressources rares, comme l'eau d'irrigation, les machines agricoles, etc.

13. Le projet, grâce aux composantes financées par le FIDA, sera en mesure de répondre à ces besoins. Il viendra ainsi compléter des initiatives antérieures d'autres donateurs et du FIDA (par exemple activités consultatives au bénéfice des agriculteurs menées dans le cadre du Projet de développement de l'élevage ovin financé par la Banque mondiale et le FIDA, et divers services et initiatives de conseil ou de crédit à petite échelle, actuellement menés par plusieurs donateurs bilatéraux et par des ONG; projets proposés d'irrigation de la Banque mondiale et de la BASD; et appui de la BERD à la production d'intrants et à la transformation de la production agricole par la Société agrocommerciale kirghize).

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

14. Le projet sera mis en oeuvre dans les six *oblast* que compte le pays, car il est nécessaire de revitaliser l'agriculture, d'appuyer la réforme agraire et de fournir des conseils, du crédit et d'autres services agricoles essentiels aux agriculteurs dans tout le Kirghizistan. Le projet puisera dans l'expérience acquise dans le cadre de nombreuses activités pilotes menées par les donateurs, notamment: le projet SFCA appuyé par l'UE/TACIS dans les régions d'Issyk-Kul et de Talas; les projets appuyés par l'ASD dans les régions de Nayrn, Dzalalabad et Osh; le projet appuyé par la GTZ dans la région d'Osh; et les activités appuyées par la Banque mondiale et le FIDA entreprises dans les régions de Nayrn et de Talas, dans le cadre du Projet de développement de l'élevage ovin.

15. Les conditions agro-écologiques varient d'un *oblast* à l'autre en raison des différences d'altitude, de topographie, de pluviométrie, etc. Les densités de populations sont elles aussi variables. Les régions de Chui et de Talas sont les principales zones céréalières, grâce à une irrigation extensive. Les régions du sud, à savoir Osh et Dzalalabad, d'altitude plus faible, et jouissant d'un climat plus chaud, plus densément peuplées aussi, se prêtent à la culture du coton et du tabac, qui sont des productions commerciales importantes. Dans la région de Nayrn, où la population est clairsemée et les pâturages d'altitude abondants, l'élevage ovin est l'activité la plus importante. La région d'Issyk-Kul, dont le climat et les paysages sont favorables, se prête à la production végétale comme à l'élevage.

16. Le projet est ciblé sur les exploitations agricoles nouvellement créées où se trouve la majeure partie de la population rurale pauvre. Actuellement, ces exploitations ne bénéficient pratiquement d'aucun service de soutien agricole, et le projet y remédiera. La stratégie est de réactiver le secteur agricole dans son ensemble, dont le bouleversement a été l'une des principales causes de la pauvreté extrême du secteur rural. Néanmoins un ciblage plus étroit des pauvres et des ménages ruraux les plus défavorisés sera obtenu par les moyens ci-après: a) prêts aux petits agriculteurs dans le cadre du Fonds de développement agricole du projet (composante crédit), qui seront accordés sans nantissement, la garantie étant assumée par des groupes à responsabilité solidaire, et le montant des prêts étant plafonné, ce qui rendra le crédit, autociblé, relativement peu attractif pour les ménages plus aisés; b) le projet délivrera des "bons" aux ménages les plus pauvres, pour leur permettre de payer les services de conseil agricole; c) le projet assurera la promotion de machines agricoles légères, par exemple de motoculteurs, de telle sorte que seuls les petits agriculteurs seront concernés; d) la recherche adaptative visera en particulier les agriculteurs pauvres, les essais de plein champ et les démonstrations étant limités à des superficies d'un quart d'hectare et d'un huitième d'hectare, respectivement, ce qui permettra d'éviter que de plus gros agriculteurs cherchent ainsi à obtenir gratuitement des intrants; e) pour résoudre le



problème des exploitations trop petites, les agriculteurs seront aidés à se constituer en groupes; enfin f) des conseillères-vulgarisatrices seront nommées dans tous les centres consultatifs de développement rural (CCDR), et elles seront spécifiquement chargées de répondre aux besoins et aux questions intéressant les femmes.

B. Objectifs du projet

17. L'objectif du projet est d'améliorer la productivité, la rentabilité, de renforcer l'ensemble des incitations et d'améliorer la durabilité de l'agriculture kirghize par les moyens suivants: accélérer le processus de réforme agraire et de restructuration des exploitations agricoles; assurer aux exploitations privées nouvelles des services consultatifs (notamment de vulgarisation), en s'appuyant sur une recherche adaptative participative et pilotée par les besoins des agriculteurs; aider les agriculteurs à tirer parti du crédit rural rendu récemment accessible par d'autres projets, et offrir des lignes de crédit aux agriculteurs les plus pauvres qui n'y ont actuellement pas accès, ou très mal; améliorer la disponibilité de semences de qualité en contribuant à développer le secteur semencier (céréales et espèces fourragères); mettre en place un cadre juridique, une organisation et des procédures pour assurer la protection des végétaux et des services de contrôle phytosanitaire; mettre en place un système d'informations sur les marchés agricoles; et renforcer les capacités nationales de gestion agricole. L'objectif est donc de réactiver la production agricole, ce qui relèvera le revenu des ménages ruraux et fera reculer la pauvreté, car celle-ci est principalement imputable au dérèglement général de l'agriculture du pays.

C. Composantes

18. Le projet comprendra les composantes ci-après: a) réforme agraire et foncière; b) services consultatifs de développement rural (SCDR); c) Fonds de développement agricole et activités pilotes (crédit); d) développement du secteur semencier; e) action phytosanitaire; f) informations sur les marchés agricoles; et g) unité de mise en oeuvre du projet.

19. Le FIDA ne financera que les composantes b) et c), telles qu'elles sont décrites ci-après. Les autres composantes, qui n'entrent pas dans le cadre du prêt du FIDA, sont financées par la Banque mondiale et d'autres donateurs, comme indiqué à l'appendice III.

Services consultatifs de développement rural (SCDR)

20. Cette composante a vocation d'aider les paysans des exploitations privées nouvellement créées à entreprendre une agriculture rentable et écologiquement viable en leur apportant les connaissances dont ils ont besoin pour gérer une petite exploitation agricole comme une entreprise commerciale. À mesure qu'avancera le programme de restructuration des exploitations qu'appuie le projet, ce seront non moins de 140 000 nouvelles exploitations qui constitueront le secteur. Pour fournir les services dont il sera effectivement besoin, les SCDR mettront en place un réseau de centres (CCDR), à raison d'un dans chacun des six *oblast*. Les CCDR d'*oblast* ouvriront à leur tour environ 44 bureaux de *rayon/village* à raison de quatre à 10 par *oblast*, selon la situation géographique et la population de la région. Les bureaux de *rayon* des CCDR compteront chacun, en moyenne, deux à trois conseillers itinérants (agents de vulgarisation), soit un effectif d'une centaine de conseillers au total. Les conseillers de *rayon* apporteront aux agriculteurs une vaste gamme d'informations et de conseils, et serviront de lien entre l'agriculteur et les institutions des secteurs privé et public au service du secteur agricole (par exemple les centres de réforme agraire et foncière, le Département de l'irrigation, la SKFA, les fournisseurs d'intrants, les ONG, etc.). Les bureaux de *rayon* bénéficieront du soutien technique des CCDR d'*oblast*, qui compteront chacun cinq ou six spécialistes (dans les domaines suivants: agronomie, élevage, machinisme agricole, gestion commerciale, et promotion des femmes). Les CCDR seront équipés de matériel audiovisuel et d'outils



didactiques, et seront appuyés par un secrétariat, établi à Bishkek, qui assurera coordination, soutien à la formation, suivi et gestion financière. Ce secrétariat disposera d'un service médias pour produire des programmes radiophoniques et télévisuels sur l'agriculture.

21. Les principales fonctions des CCDR seront de conseiller les agriculteurs, individuellement ou en groupes, sur les techniques agricoles appropriées. Le principe sera d'encourager les agriculteurs à solliciter ces services, en pratiquant une approche ascendante qui fera du conseiller de *rayon* un interlocuteur accessible à tous les agriculteurs dans le cadre des visites programmées dans les différents villages, mais sans que celui-ci cherche à toute force à faire passer une idée ou un message préconçus. Il appartiendra donc aux agriculteurs de rechercher le type d'assistance et les conseils dont ils ont besoin. Cette méthode se situe à l'opposé de celle qui consiste à "délivrer" des messages tout faits dont les agriculteurs peuvent ou non avoir effectivement besoin.

22. Ce réseau de services consultatifs ruraux, pour atteindre à la plus grande efficacité possible, sera appuyé par ce qui suit: activités de recherche adaptative et de développement de technologies adaptées au site par le biais de démonstrations de terrain; formation; constitution et développement de groupes; et octroi de crédit. Ces éléments apparaissent sous forme de composantes ou de sous-composantes dans la formulation et le budget du projet. Le développement de technologies se concentrera sur les essais et les démonstrations de plein champ, qui se feront dans les champs des agriculteurs à la demande de ceux-ci, au titre de la recherche adaptative indispensable. Les essais et les démonstrations seront menés par les conseillers et les agriculteurs, en association avec les conseillers des CCDR. L'Académie agraire kirghize sera prestataire de services contractuels pour la recherche adaptative et les essais. Des liens seront établis avec des centres internationaux de recherche (par exemple le Centre international de recherche agricole pour les zones arides et le Service international pour la recherche agricole nationale) afin d'élaborer des technologies appropriées pour les petites exploitations familiales et de renforcer les capacités d'application des techniques de recherche participative avec les agriculteurs. Les essais et les démonstrations devraient sensibiliser les agriculteurs et leur permettre de comprendre les principes fondamentaux de la nutrition et de la protection des plantes, ainsi que la gestion des sols et des eaux, y compris l'importance des assolements, et des bonnes pratiques de préparation de la terre et d'irrigation. Ces connaissances font généralement défaut, car la plupart des nouveaux exploitants manquent d'expérience agricole. Les démonstrations et les expérimentations sur les exploitations permettront de traduire ces principes dans la pratique et ainsi d'accroître l'efficacité des pratiques agricoles. Elles constitueront un investissement à long terme dans une agriculture durable. Les activités de formation seront essentiellement programmées par le secrétariat pour éviter tout chevauchement des formations à l'échelon des CCDR, et seront organisées par le CCDR d'*oblast*. La formation se ventilerà entre trois niveaux: formation de formateurs, formation du personnel des CCDR, et formation des agriculteurs. Les CCDR aideront les agriculteurs à établir des plans de gestion pour appuyer les demandes de crédit, et à se constituer en groupes de différentes natures, par exemple groupes de garantie du crédit, groupes d'irrigants, groupes d'utilisateurs de machines ou de commercialisation, y compris les formations correspondantes. Cette activité permettra aux agriculteurs d'apprendre à s'organiser eux-mêmes pour obtenir des services améliorés, à résoudre des problèmes communs et à améliorer la productivité.

23. Les services consultatifs, dans le cadre de ce projet, ainsi que les services consultatifs pilotes actuellement fournis dans le cadre des projets CAC et SFCA mis en oeuvre par l'UE/TACIS, la SDC et la GTZ, ainsi que dans le cadre du Projet de développement de l'élevage ovin appuyé par l'IDA/FIDA, ont tous vocation d'être étroitement coordonnés et intégrés sous la tutelle commune du SFCA. La convergence des diverses activités pilotes appuyées par les donateurs pour former le SFCA est déjà bien engagée.



24. Les principales activités à financer au titre de la composante SFCA seront la remise en état de certains bâtiments pour les CCDR; l'achat de matériel de laboratoire et de terrain, ainsi que de véhicules; les coûts de fonctionnement différentiels (y compris les traitements du personnel du SFCA) ainsi que l'assistance technique et la formation.

Fonds de développement agricole et activités pilotes (crédit)²

25. Cette composante a pour objectif d'ouvrir une ligne de crédit à la SKFA pour offrir des prêts sans nantissement aux agriculteurs pauvres, membres de groupes à responsabilité solidaire qui n'ont par ailleurs pas accès à d'autres sources de crédit, faute de nantissement. À cet effet, la SKFA constituera un Fonds de développement agricole de 1,5 million de USD. Les groupes de petits agriculteurs pauvres organisés et développés dans le cadre du projet pilote d'atténuation de la pauvreté mené actuellement par le PNUD, ou encouragés et développés par toute autre ONG reconnue par la SKFA, pourront obtenir des prêts, et les décaissements seront décentralisés à l'échelon des *oblast*. Un mécanisme intégré de ciblage de la pauvreté, à savoir le plafonnement des prêts à 5 000 KGS (300 USD) pour les prêts consentis à titre individuel, permettra de replafonner les prêts à 600 USD en fonction des résultats et des remboursements. Dans les limites de ces plafonds, le montant du prêt sera fonction du plan financier et commercial du client. Les prêts consentis aux groupes pourront atteindre un montant égal à un multiple de l'épargne de groupe, en général cinq. Les pressions exercées par les pairs, le suivi et la supervision effectués par les groupes, le principe de responsabilité solidaire et collective, ainsi que la qualité du plan de gestion ou d'investissement, et la supervision par un représentant d'ONG ou un animateur social seront gages de sécurité, en remplacement d'un nantissement matériel. Les conseillers des CCDR, à l'échelon du *rayon* ou de l'*oblast*, donneront aux candidats à des prêts des conseils techniques pour la réalisation de leur plan financier et commercial.

26. Outre le fonds de développement agricole, cette composante prévoit aussi un fonds pilote de crédit (d'un montant de 300 000 USD) pour explorer des méthodes novatrices de mobilisation de ressources financières au bénéfice des pauvres, par exemple dans le cadre d'associations de services financiers (ASF) telles qu'il en a été constitué avec succès dans le cadre de projets du FIDA dans d'autres pays.

D. Coûts et financement du projet

27. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, est estimé à 29,29 millions de USD pour une période d'exécution de cinq ans (tableau 1). Le plan de financement du projet est détaillé au tableau 2. Un prêt du FIDA d'un montant de 7,92 millions de USD financera la composante SCDR ainsi que le fonds de développement agricole et la composante activités pilotes (crédit). Un prêt de la Banque mondiale/IDA d'un montant de 14,23 millions de USD financera toutes les autres composantes (réforme agraire et foncière, développement du secteur semencier, protection phytosanitaire, informations sur les marchés agricoles et unité de mise en oeuvre du projet). La contribution du FIDA financera le matériel, les véhicules, la formation, l'assistance technique, les dépenses de fonctionnement, les ouvrages de génie civil et le crédit. Les services consultatifs en matière d'élevage actuellement en cours dans le cadre du projet antérieur FIDA/Banque mondiale de développement de l'élevage ovin seront intégrés dans les services de conseil agricole de caractère plus systématique qui seront assurés dans le cadre du PSAA, et les activités financées au titre de ce dernier projet sont incluses ici dans le coût global des services consultatifs assurés par le PSAA. De même, les services consultatifs menés au titre des projets pilotes en cours menés par la SDC et la GTZ dans certains districts du pays, étroitement associés et coordonnés avec le présent projet, seront intégrés dans les services consultatifs assurés à l'échelon

² Pour plus de détails, se reporter à l'appendice VI.



national. Ils sont inclus dans le plan de financement du PSAA. La SDC et le KHF britannique apporteront une assistance technique à la composante développement/formation de groupes (370 000 USD) et à l'appui à la réforme agraire (760 000 USD), respectivement. Le gouvernement apportera une contribution de 2,01 millions de USD aux coûts de fonctionnement et d'entretien et à l'accroissement de la masse salariale, et les bénéficiaires apporteront pour leur part une contribution de 1,25 million de USD au titre des dépenses de fonctionnement, et en paiement des services consultatifs, selon un taux progressivement croissant.

28. Le FIDA fera par ailleurs un don distinct de 50 000 USD, au titre du mécanisme des opérations spéciales, pour financer des activités essentielles au démarrage du projet.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en millions de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Réforme agraire et foncière	0,81	2,44	3,26	75	13
B. Services consultatifs de développement rural					
Services de conseil de développement	1,99	1,45	3,44	42	14
Formation et secrétariat	1,31	1,65	2,96	56	12
Démonstrations de terrain et recherche adaptative	0,52	0,76	1,28	59	5
Développement de groupes	0,33	0,87	1,20	72	5
Total partiel	4,16	4,73	8,88	53	36
C. Fonds de développement agricole et activités pilotes (crédit)	0,01	1,79	1,80	100	7
D. Développement du secteur semencier	1,29	6,38	7,66	83	31
E. Protection phytosanitaire	0,44	0,89	1,33	67	5
F. Informations sur les marchés agricoles	0,62	0,90	1,51	59	6
G. Unité de mise en oeuvre du projet	0,39	0,38	0,77	49	3
Total des coûts de base	7,70	17,51	25,22	69	100
Provision pour aléas d'exécution	0,26	0,90	1,16	78	5
Provision pour aléas financiers	2,20	0,72	2,91	25	12
Coût total du projet	10,16	19,13	29,29	65	116

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en millions de USD)

Composantes	FIDA		FIDA (Projet de développement de l'élevage ovin) ³		IDA		KHF britannique ⁴ ASD/Helvetas/Caritas GTZ		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)
	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%		
A. Réforme agraire et foncière	-	-	-	-	2,66	69,6	0,76	19,9	0,34	8,9	0,06	1,5	3,82	13,2	2,74	1,08
B. Services consultatifs de développement rural																
Services de conseil et de développement	1,54	36,7	0,72	17,3	-	-	0,96	22,9	0,49	11,6	0,47	11,3	4,19	14,3	1,58	2,61
Formation et secrétariat	2,18	62,1	0,99	28,2	-	-	-	-	0,14	4,0	0,14	2,7	3,51	12,0	3,57	1,75
Démonstrations de terrain et recherche adaptative	1,41	92,3	-	-	-	-	-	-	0,06	4,0	0,06	4,0	1,53	5,2	0,84	0,69
Développement de groupes	0,99	71,8	-	-	-	-	0,37	27,0	0,02	1,3	-	-	1,37	4,7	0,92	0,46
Total partiel	6,12	57,7	1,72	16,2	-	-	1,33	12,5	0,70	6,6	0,67	6,3	10,60	36,2	6,90	5,50
C. Fonds de développement agricole et activités pilotes (crédit)	1,80	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,80	6,1	1,79	0,01
D. Développement du secteur semencier																
Sélection de variétés culturales	-	-	-	-	1,78	95,1	-	-	-	-	0,09	4,9	1,87	6,5	1,58	0,29
Sélection de variétés fourragères	-	-	-	-	0,47	90,9	-	-	-	-	0,05	9,1	0,51	1,8	0,37	0,14
Production de semences super élite et élite	-	-	-	-	1,20	100,	-	-	-	-	-	-	1,20	4,1	1,06	0,15
Multiplication commerciale de semences	-	-	-	-	1,84	0	-	-	-	-	-	-	1,84	6,3	1,60	0,24
Service semences du MARE	-	-	-	-	0,53	100,	-	-	0,05	8,7	-	-	0,59	2,0	0,45	0,13
Essais variétaux officiels	-	-	-	-	1,83	0	-	-	0,22	9,8	0,19	8,3	2,24	7,7	1,77	0,47
Certification des semences	-	-	-	-	0,43	91,3	-	-	-	-	0,09	16,5	0,52	1,8	0,29	0,23
Total partiel	-	-	-	-	8,10	81,9	-	-	0,27	3,1	0,41	4,7	8,78	30,2	7,12	1,65
						83,5										
						92,3										
E. Protection phytosanitaire																
Quarantaine végétale	-	-	-	-	0,58	76,7	-	-	0,18	23/3	-	-	0,76	2,6	0,34	0,42
Phytoprotection	-	-	-	-	0,74	90,0	-	-	0,08	10,0	-	-	0,82	2,8	0,66	0,16
Total partiel	-	-	-	-	1,32	83,6	-	-	0,26	16,4	-	-	1,58	5,4	1,00	0,59
F. Informations sur les marchés agricoles	-	-	-	-	1,22	68,8	-	-	0,44	25,0	0,11	6,2	1,77	6,1	0,96	0,80
G. Unité de mise en œuvre du projet	-	-	-	-	0,94	100,	-	-	-	-	-	-	0,94	3,2	0,40	0,53
						0										
Total des décaissements	7,92	27,0	1,79	6,1	14,23	49,0	2,09	7,1	2,01	6,9	1,25	4,3	29,29	100,0	19,13	10,16

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

³ Les services de conseil aux agriculteurs pour l'élevage entrepris dans le cadre du projet en cours, financé par le FIDA et la Banque mondiale, de développement de l'élevage ovin seront fusionnés avec les services généraux de conseil qui seront assurés dans le cadre du PSAA/SCDR. Le montant du financement qui sera apporté au titre du présent projet pour cet élément repris est inclus dans cette colonne.

⁴ Se ventile comme suit:

Le **KHF britannique** apportera 760 000 USD sous forme d'AT pour cofinancer la composante réforme agraire et foncière du projet.
La **SDC** apportera 370 000 USD sous forme d'AT pour cofinancer le développement et la formation de groupes; ainsi que 534 000 USD, dont il est prévu qu'ils seront apportés par le biais des programmes **Helvetas/Caritas** de soutien aux agriculteurs dans les régions de Nayrn, Talas et Osh, sont traités comme s'inscrivant dans le projet générique gouvernement/donateurs PSAA/SCDR.
La **GTZ** devrait apporter 431 000 USD au titre des services consultatifs aux agriculteurs dans les régions d'Osh et de Issyk-Kul; cet apport est traduit comme s'intégrant dans le présent projet, comme l'apport susmentionné.







E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

29. **Passation des marchés.** L'unité de mise en oeuvre du projet (UMP) sera responsable de la passation de tous les marchés dans le cadre du projet. Un atelier sur la passation des marchés sera organisé à Bishkek immédiatement après l'entrée en vigueur du projet. Les marchés de biens et de services seront passés conformément à des procédures acceptables pour le FIDA. Les contrats concernant les ouvrages de génie civil d'une valeur supérieure à 200 000 USD se feront par appels d'offres internationaux, les contrats d'une valeur comprise entre 200 000 et 100 000 USD par appels d'offres locaux, les contrats d'une valeur inférieure à 100 000 USD par consultation de fournisseurs à l'échelon national. Les biens, les matériels et les véhicules d'un coût supérieur à 200 000 USD seront achetés à l'issue d'une procédure d'appel d'offres international, ceux d'une valeur comprise entre 200 000 et 50 000 USD par appel d'offres local, et ceux d'une valeur inférieure à 50 000 USD par consultation de fournisseurs à l'échelon national. Les services de consultants seront conclus conformément aux procédures de l'IDA. Les dépenses d'entretien de véhicules, l'achat d'articles consommables de bureau et autres dépenses de fonctionnement se feront conformément aux pratiques du gouvernement en matière de passation de marchés. En ce qui concerne l'assistance technique et la formation, les contrats d'une valeur de 50 000 USD et au-delà conclus avec des entreprises et tous les contrats individuels feront l'objet d'un examen préalable. Tous les mandats et les critères de sélection feront aussi l'objet d'un examen préalable. Les autres contrats feront l'objet d'un examen rétrospectif.

30. **Décaissements.** Les décaissements des prêts du FIDA et de l'IDA seront échelonnés sur cinq ans. La date de clôture, pour ce qui est du prêt du FIDA, est fixée au 31 décembre 2003. Les fonds seront décaissés par le biais de deux comptes spéciaux, l'un pour le FIDA, l'autre pour l'IDA, à ouvrir dans une banque agréée par l'IDA et le FIDA. Les montants autorisés pour les comptes spéciaux du FIDA et de l'IDA seront respectivement de 500 000 et de un million de USD. La contribution du FIDA servira à financer les ouvrages de génie civil (remise en état de bureaux et de laboratoires), les biens d'équipement (matériel de laboratoire, matériel de terrain, véhicules et équipements de bureau), les coûts de fonctionnement, les traitements et salaires différentiels, le crédit, l'assistance technique et la formation.

31. **Comptabilité et vérification des comptes.** Un comptable/spécialiste financier recruté par l'UMP dans le cadre de l'assistance technique assurée par le projet élaborera un système de gestion financière, comprenant des volets de comptabilité, de vérification des comptes et d'établissement de rapports. Les comptes annuels des composantes du projet à financer par le FIDA, y compris les états de dépenses et les états du compte spécial, par année budgétaire, seront vérifiés conformément aux normes généralement acceptées de vérification des comptes par un vérificateur indépendant agréé par le FIDA et par l'IDA. Les organismes d'exécution avec lesquels l'UMP aura conclu un contrat fourniront, pour les composantes dont la gestion leur est confiée, des états financiers annuels qui feront aussi l'objet d'une vérification. Les rapports de vérification des comptes et les états financiers vérifiés seront soumis au FIDA et à l'IDA dans un délai de six mois après la clôture de l'exercice budgétaire. Les CCDR communiqueront des comptes vérifiés distincts dans un délai de quatre mois après la clôture de l'exercice budgétaire.

F. Organisation et gestion

32. **Mise en oeuvre du projet.** Le MARE exercera la responsabilité générale de la mise en oeuvre du projet, et ses départements ou services spécifiques seront chargés de mettre en oeuvre les différentes composantes, selon leurs compétences. Un comité directeur interorganisations fournira des orientations et assurera la supervision du projet. L'UMP, qui aura à sa tête un directeur de projet, sera chargée de la coordination. La composante SFCA financée par le FIDA sera quant à elle mise en oeuvre par la fondation SFCA, qui sera constituée en tant qu'organisme autonome à but non lucratif,



et sera responsable devant un Conseil de direction des services consultatifs ruraux, dont le président sera élu par les membres du Conseil, et qui sera doté d'un petit secrétariat ayant à sa tête un directeur général. Les services consultatifs seront administrés principalement à l'échelon des *oblast* par les directeurs des CCDR, sous la tutelle des conseils de direction d'*oblast* et sous la coordination générale du secrétariat, au siège du projet. L'Académie agraire kirghize participera à la mise en oeuvre de la composante de recherche adaptative en fournissant les services de chercheurs, à titre contractuel. L'élément de crédit (fonds de développement agricole) financé par le FIDA sera administré par la SKFA et ses agences régionales, avec le soutien de l'assistance technique du PNUD pour l'organisation de groupes d'agriculteurs.

33. **Participation des bénéficiaires.** La composante SCDR financée par le PAM pratiquera une approche participative, pour assurer que les agriculteurs deviennent progressivement responsables de la gestion et du financement des services dont ils ont besoin. Les SCDR fonctionneront avec des structures autonomes et décentralisées de gestion, avec la participation des agriculteurs locaux, et seront gouvernés par des conseils de direction à l'échelon central et à celui des *oblast*, composés pour l'essentiel de représentants des exploitants agricoles. L'accent sera placé sur un travail de conseil par le biais de groupes organisés d'agriculteurs. Les démonstrations et les essais de plein champ seront planifiés et effectués dans les champs des agriculteurs, avec la participation de ceux-ci. A l'échelon des *rayon*, les conseillers auront pour mission de répondre aux besoins des agriculteurs, et pratiqueront un système de consultations informelles avec ceux-ci. Des consultations de caractère plus officiel avec les bénéficiaires seront aussi prévues. Des ateliers réunissant les bénéficiaires seront tenus annuellement dans chaque *oblast* pour évaluer les besoins des agriculteurs et apprendre des intéressés quelle évaluation ils font des services qu'ils reçoivent. Pour rendre justice au rôle des femmes dans les travaux agricoles, chacun des CCDR d'*oblast* comptera une conseillère (en sus des conseillères préposées aux questions féminines dans les *rayon*) qui sera chargée de travailler avec les femmes, notamment celles qui sont à la tête d'un ménage, et de se concentrer sur les activités féminines. Les femmes seront encouragées à se joindre à des groupes à responsabilité solidaire pour le crédit. Les bénéficiaires commenceront à payer les services de conseil, même à des taux très réduits, dès le début du projet, ces taux devant augmenter progressivement au cours de la mise en oeuvre du projet.

34. **Suivi et évaluation.** Le suivi de la composante SFCA incombera au directeur général du SFCA et aux directeurs des CCDR dans les *oblast*, et permettra d'établir des rapports trimestriels et annuels. L'UMP et son équipe de fonctionnaires expatriés mettront en place un système de gestion informatisé des SCDR. La SKFA recueillera des données de gestion spécifiques sur les opérations du fonds de développement agricole. Le suivi de l'impact du projet sera assuré dans le cadre d'un contrat conclu avec une institution universitaire ou autre, plutôt qu'en mettant en place une unité permanente de suivi. Une enquête de référence sera effectuée au cours de la première année du projet. Un bilan à mi-parcours sera effectué au cours de la troisième année. Une évaluation indépendante sera faite à l'achèvement du projet.

G. Justification économique

35. **Avantages et bénéficiaires.** Le projet améliorera les conditions générales dans lesquelles s'exerce l'agriculture, en mettant à disposition des bénéficiaires les informations, les avis techniques et commerciaux, et les intrants dont ils ont besoin, de manière à permettre des accroissements des rendements et de la production. On estime que la production de la culture préférée, à savoir le blé, pourra s'accroître de 80 000 tonnes. Sur la base de l'expérience acquise dans le cadre du projet de formation et de services consultatifs agricoles, sur les 140 000 exploitations agricoles escomptées, environ 45% devraient vraisemblablement avoir des contacts avec les services du projet lorsque celui-ci battra son plein; sur ce nombre, la moitié environ devrait adopter les recommandations faites. Ainsi le nombre des bénéficiaires du projet devrait être d'environ 35 000 (nouvelles exploitations



bénéficiaires). En ce qui concerne le crédit aux petits exploitants, environ 5 700 ménages sont escomptés en avoir bénéficié à l'issue du projet. Les accroissements des marges brutes, exprimées en pourcentage, pour la production végétale, devraient être de l'ordre de 62% pour le blé, de 76% pour l'orge, de 71% pour le maïs et de 37% pour le coton. Le revenu net de l'exploitation agricole, par ménage, devrait s'accroître en moyenne de 55%. Les avantages résultant des aspects institutionnels du projet devraient notamment être les suivants: accélération du processus de restructuration des exploitations, et de la distribution de terres et de titres de propriété aux ménages; développement de la gestion privatisée des anciennes fermes collectives; stimulation de l'esprit d'entreprise et de l'initiative individuelle; accès amélioré des agriculteurs aux informations commerciales et aux perspectives rentables; création d'une base organisationnelle et législative à la fois bien conçue et efficace pour la protection des cultures et le contrôle phytosanitaire; introduction de services réglementaires pour améliorer la qualité des semences et assurer la pureté variétale; enfin création d'un réseau d'organisations locales d'agriculteurs répondant à de nombreuses fonctions profitables à la durabilité de l'agriculture, par exemple en mettant en place des mécanismes efficaces de réception des intrants et des services.

36. **Analyse économique.** Une analyse coûts/avantages a été effectuée, en utilisant les valeurs économiques, et en agrégeant des modèles d'exploitation et les coûts du projet à l'échelon national. Les valeurs économiques ont été calculées pour les grands produits faisant l'objet d'un commerce, en utilisant les prix et les projections de prix disponibles en novembre 1997. Le taux de rentabilité économique du projet dans son ensemble est estimé à 21%. L'analyse de sensibilité effectuée montre que le projet peut s'accommoder d'une réduction de plus de 20% des avantages, d'un accroissement de ses coûts de plus de 20%, et d'une réduction de plus de 25% de la couverture de l'action de vulgarisation et des taux d'adoption escomptés.

H. Risques

37. L'un des risques éventuels, à savoir que la production agricole ne se redresse pas faute de crédits pour financer les intrants nécessaires, sera atténué par le crédit apporté par la Banque mondiale dans le cadre du projet de financement rural qu'elle appuie, par les associations d'épargne et de crédit financées par la BASD et par d'autres petits mécanismes de crédit déjà en cours, appuyés par l'aide bilatérale et par les ONG. Ces diverses activités viendront compléter la ligne de crédit financée par le FIDA dans le cadre de ce projet, avec ses mécanismes d'autociblage, et l'appui technique apporté par le PNUD. Un autre risque, à savoir que les services de conseil puissent ne pas dépasser la durée du projet, est atténué par ce qui suit: faire du SFCA une entité autonome, indépendante du gouvernement, dotée de sa propre organisation et de sa propre structure de gestion; créer une structure légère que les agriculteurs peuvent financer eux-mêmes, et un minimum d'installations de bureaux, de terrains, de laboratoires et de fermes de recherche, etc.; et instituer dès le départ le recouvrement des coûts auprès des bénéficiaires, quoique dans un premier temps à une échelle prudente et modeste. Le risque que le financement de contrepartie du gouvernement puisse faire défaut est atténué par la modicité des financements demandés, le recouvrement des coûts directement auprès des bénéficiaires, et l'expectative que le gouvernement sera en mesure d'utiliser des fonds rendus disponibles par la suppression d'un certain nombre de transferts directs actuellement encore en vigueur. Un quatrième risque, à savoir que l'exécution du projet subisse des retards et que les capacités d'exécution soient insuffisantes, sera atténué par le fait que des activités pilotes sont d'ores et déjà bien engagées, que des noyaux de services consultatifs dans ce cadre et dans celui du Projet de développement de l'élevage ovin existent déjà dans plusieurs *oblast*, le fait que l'UMP ait déjà été mise en place, que des conseillers soient déjà nommés à des postes clés, et qu'une somme considérable d'assistance technique, de formation et de soutien à la



gestion sera assurée dans le cadre du projet, avec notamment un directeur général adjoint qui sera chargé de superviser la formation et le renforcement des capacités. Un autre risque, à savoir que les technologies nouvelles ne soient adoptées que lentement, sera réduit en associant étroitement les agriculteurs à la recherche adaptative pour permettre un retour rapide de l'information sur d'éventuelles contraintes à l'adoption des techniques nouvelles, en développant l'accès aux marchés et aux intrants grâce à la libéralisation progressive du commerce, et par un accès renforcé au crédit. Enfin, le risque que les organisations de recherche ne répondent pas aux besoins prioritaires des agriculteurs sera supprimé en conduisant les essais et les démonstrations en participation dans les CCDR et dans les champs des agriculteurs, et en faisant contrôler ces travaux par les agriculteurs eux-mêmes, avec le soutien des conseillers des CCDR; les difficultés éventuelles seront atténuées en inscrivant la recherche adaptative dans le cadre de dispositifs contractuels prenant en compte les résultats et se prêtant à un suivi étroit avec des chercheurs, à titre individuel.

I. Impact sur l'environnement

38. Le projet devrait avoir un impact positif sur l'environnement, et il a reçu la cote "C". La réforme agraire et foncière devrait conduire à un investissement à long terme dans la qualité des sols. Les services consultatifs en matière de production végétale (qui dans le passé a souvent été conduite avec des niveaux élevés de pesticides, notamment pour les légumes) sensibiliseront les agriculteurs et permettront d'introduire des méthodes de lutte intégrée contre les ravageurs. La sous-composante de contrôle phytosanitaire réduira le risque d'introduire de nouveaux ravageurs dans le pays, et mettra en place un système permettant de réguler et de contrôler l'approvisionnement en pesticides, ainsi que leur distribution, leur manipulation et leur utilisation. On pourra ainsi proscrire les produits chimiques particulièrement toxiques, contrôler la dilution des pesticides (qui peut conduire à en appliquer des quantités excessives) et introduire un étiquetage conforme aux normes. Ces activités viendront compléter les travaux des services de recherche adaptative et de conseil, et auront pour effet une manipulation plus sûre et un degré moindre d'utilisation de produits chimiques phytosanitaires.

J. Aspects novateurs

39. Les caractères novateurs du projet, dans le contexte kirghize, sont notamment les suivants: rompant avec les structures traditionnelles, le service de conseil aux agriculteurs sera indépendant du contrôle central du gouvernement, et sera dirigé par des organismes autonomes où les agriculteurs domineront, à l'échelon central et à celui des *oblast*; cette modalité de fonctionnement sera appuyée par la recherche adaptative participative animée par les paysans et menée dans les champs des agriculteurs pauvres; les bénéficiaires commenceront à payer les services de conseil dès le début, même si le prix en sera initialement très modeste; un système de "bons" sera introduit (voir paragraphe 16 b)), pour permettre aux services de conseil d'être ciblés sur les agriculteurs pauvres; des prêts sans nantissement seront offerts aux agriculteurs démunis, par le biais de groupes à responsabilité solidaire; une approche susceptible de diversifier les possibilités de crédit aux petits agriculteurs sera mise à l'essai à une échelle pilote, consistant à développer rapidement, à partir de la base, toute une gamme de services financiers, en s'appuyant sur les ASF constitués par les agriculteurs; le projet introduira des machines agricoles légères, inconnues dans les systèmes d'agriculture industrielle, et cette solution sera d'abord mise à l'épreuve pour s'assurer qu'elle est adaptée aux besoins des petits agriculteurs nouvellement privatisés et des groupes qu'ils constitueront.



TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

40. Un accord de prêt entre la République kirghize et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'Emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.
41. La République kirghize est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.
42. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

43. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République kirghize un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à cinq millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (5 900 000 DTS) venant à échéance le 15 novembre 2037 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan



**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES
DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 13 mars 1998)

1. a) Le Gouvernement de la République Kirghize (ci-après dénommé "le Gouvernement") mettra à la disposition de la Fondation pour les services consultatifs de développement rural (FSCDR) les montants qui pourront être alloués périodiquement pour la mise en oeuvre de la composante services consultatifs de développement rural, à l'exception du crédit additionnel, sous forme de don aux termes d'un accord subsidiaire FSCDR acceptable pour le FIDA.

b) Le Gouvernement mettra à la disposition de la SKFA les montants qui pourront être alloués périodiquement pour la mise en oeuvre de la composante crédit additionnel du projet, sous forme de don aux termes d'un accord subsidiaire SKFA acceptable pour le FIDA.

c) Le Gouvernement veillera à ce que la FSCDR et la SKFA utilisent respectivement les montants du prêt pour le financement des dépenses relatives à la partie B du projet conformément aux dispositions de l'accord de prêt.
2. Le Gouvernement veillera à ce que la FSCDR ouvre puis maintienne dans une banque agréée par le FIDA à Bishkek un compte de projets en KGS, sur lequel il déposera sur ses propres ressources un montant initial équivalant à 25 000 USD et qu'il réapprovisionnera à l'avance tous les six mois en versant les fonds locaux de contrepartie requis, tels qu'estimés dans le Programme de travail et budget annuel du projet, approuvé par le FIDA. La FSCDR aura plein pouvoir pour gérer le compte du projet.
3. Le Gouvernement contribuera aux fonds d'investissement de la SKFA à hauteur totale de l'équivalent de 1 120 000 DTS, versés en plusieurs tranches, au titre de sa contribution au capital destiné à la création d'un Fonds de développement agricole (FDA) pour l'octroi de prêts aux ménages ruraux pauvres répondant à des critères acceptables pour le FIDA. Le Gouvernement décaissera ladite contribution au capital en tranches dont le montant et la périodicité seront décidés entre lui-même, le FIDA et la SKFA, de manière à maintenir un solde positif convenu sur le compte FDA.
4. Le Gouvernement prendra toutes mesures utiles pour que le projet soit exécuté en tenant dûment compte des impératifs de préservation de l'environnement, et conformément à la législation environnementale nationale ainsi qu'à tous traités internationaux sur l'environnement auxquels le Gouvernement pourrait être partie, notamment par l'application, le cas échéant, d'une réglementation appropriée de l'usage des pesticides agricoles. À cette fin, le Gouvernement s'assurera que les pesticides achetés dans le cadre du projet ne contiennent aucun produit proscrit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), tel qu'amendé périodiquement, ou qui figure aux tableaux 1 (extrêmement dangereux) ou 2 (très dangereux) de la classification 1996-1997 des pesticides par risque recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), telle qu'amendée périodiquement.



5. Le Gouvernement veillera à ce que la SKFA établisse et maintienne un fonds renouvelable pour le projet sur lequel seront déposés, après déduction des dépenses de fonctionnement et autres frais, le principal et les intérêts reçus au titre des prêts accordés aux agriculteurs sur le montant du prêt destiné à la composante crédit additionnel du projet. Les ressources disponibles sur le fonds renouvelable seront utilisées par la SKFA pour étendre les services de crédit aux ménages ruraux pauvres répondant à des critères acceptables pour le FIDA.
6. Le Gouvernement autorisera la SKFA à maintenir en permanence sur le compte du projet un solde positif.
7. Pendant l'exécution du projet, le Gouvernement et le FIDA réviseront conjointement à intervalles réguliers les taux d'intérêt à appliquer aux prêts consentis sur les fonds du prêt. Si nécessaire, le Gouvernement prendra des mesures appropriées, conformes à ses politiques pour harmoniser ces taux avec la politique du FIDA en matière de taux de rétrocession. Dans l'observation des dispositions ci-dessus, le Gouvernement veillera à ce que la SKFA réduise au minimum ses coûts d'exécution des activités de crédit, en tant qu'ils affectent l'efficacité et la viabilité de ses opérations.
8. La SKFA établira un FDA aux fins d'accorder des prêts, sans nantissement, aux familles de petits agriculteurs pauvres qui deviennent membres de groupes à responsabilité solidaire et qui n'ont pas ou très peu accès à d'autres sources de crédit. Les groupements de ménages ruraux pauvres organisés par le PNUD dans le cadre de ses programmes pilotes en cours centrés sur le crédit aux groupes de ruraux pauvres à responsabilité solidaire ou des groupements similaires ainsi que leurs membres individuels, créés sous l'impulsion d'ONG ou d'autres organisations agréées par la SKFA et le FIDA, seront habilités à obtenir des prêts du FDA.
9. La SKFA signera un mémorandum d'accord avec le PNUD précisant, entre autres, les dispositions prises par le PNUD en matière d'assistance technique aux fins de renforcer le processus de constitution et de formation des groupements.
10. La SKFA octroiera des prêts à titre individuel dont le montant initial ne dépassera pas 5 000 KGS, mais pourra passer à 10 000 KGS en fonction des résultats et des remboursements. Dans les limites de ces plafonds, le montant du prêt sera fonction du plan simplifié de production présenté par l'emprunteur. Le montant du prêt collectif pourra initialement être jusqu'à cinq fois supérieur à l'épargne totale du groupement. Le plafond des prêts sera examiné et révisé périodiquement aux termes d'un accord entre la SKFA et le FIDA.
11. C'est essentiellement la pression des pairs, le suivi et la supervision des groupements, le principe de la responsabilité solidaire et collective, la qualité du plan de production ainsi que l'encadrement assuré par les ONG et les animateurs sociaux qui serviront de garanties aux prêts plutôt que le nantissement traditionnel.
12. Les conseillers des CCDR, à l'échelon du *rayon* ou de l'*oblast*, donneront aux bénéficiaires potentiels du FDA des conseils sur la manière d'établir leurs plans commerciaux.



13. Les prêts seront accordés, entre autres, pour l'achat d'intrants saisonniers, de bétail, d'équipement et d'outillage, ainsi que pour le financement de la construction de structures agricoles. Le premier prêt assurera uniquement des fonds de roulement saisonniers à court terme. Au vu des résultats enregistrés, du taux de remboursement et de la performance d'un groupe, le second prêt financera des activités exigeant une échéance plus longue, jusqu'à deux ans. Les groupes et les particuliers habilités à s'engager dans de nouveaux cycles de prêts pourront obtenir des échéances plus longues, jusqu'à cinq ans, en fonction de la qualité de leurs plans de production et de leur résultat.
14. La SKFA agrandira ses locaux et augmentera ses effectifs au niveau des succursales des *oblasts* de manière à être en mesure d'absorber les activités supplémentaires entraînées par le projet et de décentraliser ses opérations à l'échelon de l'*oblast*.
15. Les agents de crédit de la SKFA examineront les propositions de prêt et vérifieront que le plan de production et les flux de trésorerie sont réalistes. Les agents de crédit des succursales de la SKFA seront chargés de suivre la constitution des groupements et les prêts collectifs, tout en maintenant des contacts étroits avec les animateurs des groupes appuyés par le PNUD.
16. La SKFA obtiendra du Gouvernement l'autorisation de maintenir en permanence un solde positif sur son compte FDA pour compenser certains des frais généraux qu'elle encourt du fait du projet.
17. La SKFA soumettra au FIDA, pour examen et observations, son projet de plan annuel d'opérations deux mois au plus tard avant le début de chaque année budgétaire du Gouvernement. La SKFA examinera les observations du FIDA sur ledit plan avant d'en établir la version définitive.
18. Si nécessaire, la SKFA louera dans les bâtiments qui lui sont alloués des bureaux à un tarif raisonnable aux institutions qui collaborent avec elle dans le cadre du FDA, notamment aux ONG, aux organisations communautaires et au PNUD.
19. La SKFA révisera, en consultation avec le FIDA, son manuel d'opération.
20. La SKFA déléguera à ses bureaux d'*oblasts* le pouvoir d'approuver des prêts collectifs à hauteur de 50 000 KGS par prêt pour un montant maximum de 500 000 KGS ou de tout autre montant convenu avec le FIDA.
21. Les souscripteurs de prêts individuels ou collectifs octroyés par la SKFA au titre du FDA procéderont à l'achat, entre autres, d'intrants agricoles, de petit équipement et d'animaux reproducteurs selon les pratiques commerciales locales.
22. La SKFA recueillera des données de gestion relatives au fonctionnement du FDA par le biais de son système de gestion informatisée.
23. Conformément à ses statuts, la FSCDR sera une fondation autonome. Son secrétariat, qui aura à sa tête un directeur général, fonctionnera sous l'autorité du CDSCR et de son président, et sera chargée du contrôle financier des CCDR et du suivi de leur performance. Les CCDR assumeront la gestion courante des services consultatifs ruraux dans le cadre du projet.
24. L'UMP assurera la coordination entre les diverses composantes du projet et sera également chargée de la passation des marchés et du suivi de l'avancement.



25. En attendant que le CDSCR soit établi et devenu pleinement opérationnel, que le directeur général soit nommé et que les conseillers en vulgarisation assument la pleine responsabilité de toutes les activités du projet, l'UMP et le directeur du projet se chargeront du démarrage des activités. À la nomination du directeur général, le rôle de l'UMP dans la mise en place des SCDR se limitera aux éléments suivants: achat des biens et services nécessaires au projet; supervision financière globale; coordination; et suivi du projet.
26. Le CDSCR supervisera la mise en oeuvre de la composante en approuvant les plans de travail et budget annuels établis par le secrétariat en collaboration avec les CCDR. Chaque CCDR préparera un plan de travail et budget annuel d'après le modèle et le format convenus avec le FIDA, qui sera soumis au CDSCR pour approbation et au FIDA pour examen lors de la supervision du projet.
27. Chaque CCDR préparera son plan annuel de travail avec la participation des bénéficiaires. Ce plan sera incorporé par le secrétariat de la FSCDR au programme de travail et budget annuel du projet, qui sera soumis pour approbation au FIDA. La version provisoire en sera présentée au plus tard trois mois avant le début de chaque année budgétaire. La FSCDR examinera les observations du FIDA sur ledit programme et budget avant de le parachever.
28. En établissant l'ordre d'ouverture des centres de *rayon*, les CCDR choisiront en premier les *rayons* les plus reculés.
29. La FSCDR préparera avant la date de démarrage du projet un plan d'intégration et de fusion progressives dans une structure commune des différents services consultatifs bénéficiant de financements extérieurs qui opèrent dans les différents *oblasts* et *rayons* parallèlement au projet.
30. La FSCDR organisera une formation pour les formateurs, le personnel et les bénéficiaires, y compris des visites d'échange à l'intérieur et hors du pays.
31. La FSCDR organisera à l'intention des agriculteurs la tenue de manifestations et de journées au champ. Les activités seront notamment centrées sur: la présentation aux paysans de groupements bien rodés à vocations diverses, tels que les groupes de crédit à responsabilité solidaire; une formation à la promotion de groupes, à l'organisation de réunions et à la tenue de registres; les techniques et les créneaux de commercialisation; l'achat et l'utilisation appropriée d'intrants; la préparation de budgets, les mouvements de fonds, la gestion de la trésorerie et les marges brutes; les sources de crédit, les procédures de demande de prêt et le remboursement.
32. La FSCDR appliquera aux services consultatifs une approche participative par laquelle les agriculteurs assumeront progressivement la responsabilité de la gestion et du financement des services qui leur sont nécessaires. Les CCDR fonctionneront dans le cadre de structures de gestion autonomes et décentralisées avec la participation des agriculteurs locaux et seront dirigés au niveau central et à celui des *oblasts* par des conseils composés en majorité de représentants des agriculteurs. On procédera à des démonstrations et à des essais sur les champs des agriculteurs, avec leur participation. À cet effet, on louera les services de spécialistes de l'Académie agraire kirghize et d'autres sources dans le cadre de contrats attribués par voie concurrentielle.
33. La FSCDR veillera à ce que les services consultatifs agricoles soient dispensés dans le cadre de groupements paysans organisés.
34. La FSCDR organisera tous les ans des ateliers pour les bénéficiaires dans chaque *oblast* pour évaluer les besoins des agriculteurs et recueillir leur avis sur la qualité des services qu'ils reçoivent.



35. Chaque CCDR d'*oblast* comprendra dans son personnel une conseillère qui travaillera avec les femmes, notamment avec celles qui sont chef de famille, en privilégiant les activités féminines. Les femmes seront encouragées à devenir membres des groupes à responsabilité solidaire pour le crédit.

36. La FSCDR prendra des dispositions pour que les bénéficiaires commencent à payer les services consultatifs dès le démarrage du projet, en augmentant progressivement des taux de paiement au cours de la période d'exécution. La FSCDR soumettra au FIDA dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du prêt une stratégie et un plan d'action relatifs à l'instauration d'un système de paiement et de recouvrement des coûts auprès des bénéficiaires.

37. Dans le but d'aider les ménages ruraux pauvres à bénéficier des services consultatifs, la FSCDR introduira un système de bons, dans le cadre duquel les ménages reconnus démunis recevront des bons spéciaux qu'ils pourront utiliser en paiement de ces services.

38. La FSCDR, en collaboration avec la SKFA et le PNUD, aidera les groupes de crédit à résoudre les problèmes techniques et les conseillera en matière d'investissements fondés sur le crédit et de plans d'activités. Elle apportera un appui technique permanent à ces groupes pendant la période de production et diffusera des informations sur le marché au moment des récoltes, et donnera des conseils sur les créneaux et les techniques de vente.

39. Le secrétariat de la FSCDR, en consultation et avec la collaboration de la SKFA, gèrera un fonds de crédit pilote, en utilisant des montants provenant du prêt, pour explorer méthodes inédites de mobilisation de ressources financières pour les ménages ruraux pauvres.

40. La FSCDR effectuera une enquête de référence pendant la première année du projet.

41. Le directeur général de la FSCDR et les directeurs des CCDR seront chargés du suivi du projet dans les *oblasts*. Le suivi se fera à deux niveaux. Le premier sera assuré par le biais d'un système interne de gestion courante informatisée qui fournira la base des rapports trimestriels et annuels. Pour le suivi du projet, les CCDR utiliseront des indicateurs simples, y compris des rapports financiers, les résultats de diverses visites sur les exploitations et de réunions de groupes.

42. À la troisième année d'exécution du projet au plus tard, un bilan à mi-parcours sera effectué conjointement par la FSCDR, la SKFA et le FIDA, avec le concours du Gouvernement. Ce bilan servira entre autres à évaluer les résultats du projet par rapport aux objectifs et les difficultés rencontrées, ainsi qu'à réorienter au besoin la conception pour atteindre lesdits objectifs et éliminer lesdites contraintes.

43. Il ne sera procédé à aucun retrait du compte de prêt pour le règlement de dépenses afférant à:

- a) la partie du projet qui sera exécutée par la FSCDR tant que le Gouvernement n'aura:
 - i) assuré la création d'un CCDR dans chaque *oblast* et nommé à sa tête un directeur;
 - ii) préparé un plan d'action accompagné d'un calendrier agréé par le FIDA pour la nomination du personnel technique et auxiliaire dans les centres d'*oblast* et de *rayon*;
 - iii) ouvert un compte du projet pour la FSCDR et déposé un montant équivalant à 25 000 USD à titre de premier versement de sa contribution de contrepartie au financement du projet;



- iv) préparé et soumis au FIDA un plan d'action accompagné d'un calendrier pour le recrutement de longue durée de consultants internationaux et locaux dans le cadre du projet.
 - b) la partie du projet qui sera exécutée par la SKFA, tant que:
 - i) le Gouvernement, le PNUD et la SKFA n'auront signé un accord cadre acceptable pour le FIDA;
 - ii) la SKFA n'aura nommé un administrateur spécial pour le FDA, renforcé ses propres bureaux d'*oblast* par des effectifs supplémentaires et de l'équipement, et délégué aux directeurs d'*oblast* le pouvoir d'approuver des prêts et de prendre d'autres mesures appropriées;
 - iii) la SKFA n'aura révisé son manuel de crédit à la satisfaction du FIDA, en y incorporant de nouveaux éléments qui assureront l'efficacité de ses opérations de prêt aux ménages ruraux pauvres par le biais du FDA.
44. L'entrée en vigueur de l'accord de prêt est subordonnée aux conditions additionnelles suivantes:
- a) La FSCDR a été établie et dûment enregistrée à la satisfaction du FIDA, le CDSCR et les comités de direction des *oblasts* ont été mis en place, ces derniers dans chacun des six *oblasts*, et le président du CDSCR ainsi que le directeur général du secrétariat du CDSCR ont tous deux été nommés avec l'agrément du FIDA;
 - b) un plan d'action et un calendrier ont été établis et approuvés par le FIDA pour l'intégration des services consultatifs financés par le Fonds au titre du Projet de développement de l'élevage ovin aux services plus étoffés qui seront créés au titre du présent projet.



COUNTRY DATA

KYRGYZSTAN

Land area (km² thousand) 1994 1/	192	GNP per capita (USD) 1995 2/	700
Population (million) 1995 1/	5	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1985-95 2/	-6.9
Population density (population per km²) 1995 1/	24	Average annual rate of inflation, 1985-95 2/	172.3
Local currency	Som	Exchange rate: USD 1 =	KGS 17.5
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual rate of growth) 1980-95 1/	1.5	GDP (USD million) 1994 1/	3 028
Crude birth rate (per thousand people) 1995 1/	25	Average annual rate of growth of GDP 1/	
Crude death rate (per thousand people) 1995 1/	8	1980-90	n.a.
Infant mortality rate (per thousand live births) 1995 1/	30	1990-95	-14.7
Life expectancy at birth (years) 1994 3/	67.8	Sectoral distribution of GDP, 1995 1/	
Number of rural poor (million) 1/	1.7	% agriculture	44
Poor as % of total rural population 1/	52.2	% industry	24
Total labour force (million) 1995 1/	2	% manufacturing	n.a.
Female labour force as % of total, 1995 1/	47	% services	32
Education		Consumption, 1995 1/	
Primary school enrolment (% of age group total) 1993 1/	n.a.	Government consumption (as % of GDP)	23
Adult literacy rate (% of total population) 1994 3/	97.0	Private consumption (as % of GDP)	67
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	10
Daily calorie supply per capita, 1992 3/	n.a.	Balance of Payments (USD million)	
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1992 3/	n.a.	Merchandise exports, 1995 1/	409
Prevalence of child malnutrition (% of children under 5) 1989-95 1/	n.a.	Merchandise imports, 1995 1/	610
Health		Balance of trade	- 201
People per physician, 1993 1/	303	Current account balances (USD million)	
People per nurse, 1993 1/	105	before official transfers, 1995 1/	- 331
Access to safe water (% of population) 1990-96 3/	n.a.	after official transfers, 1995 1/	- 288
Access to health service (% of population) 1990-95 3/	n.a.	Foreign direct investment, 1995 1/	15
Access to sanitation (% of population) 1990-96 3/	n.a.	Net workers' remittances, 1995 1/	n.a.
Agriculture and Food		Income terms of trade (1987=100) 1995 1/	n.a.
Cereal imports (thousands of metric tonnes) 1994 1/	120	Government Finance	
Food imports as percentage of total merchandise imports 1993 1/	n.a.	Overall budget surplus/deficit (as % of GDP) 1994 1/	n.a.
Fertilizer consumption (hundred grams of plant nutrient per arable ha) 1994/95 1/	197	Total expenditure (% of GDP) 1994 1/	n.a.
Food production index (1989-91=100) 1995 1/	n.a.	Total external debt (USD million) 1995 1/	610
Food aid in cereals (thousands of metric tonnes) 1994-95 1/	19	Total external debt (as % of GNP) 1995 1/	14.9
Land Use		Total debt service (% of exports of goods and services) 1995 1/	4.8
Agricultural land as % of total land area, 1994 1/	52	Nominal lending rate of banks, 1995 1/	n.a.
Forest and woodland area (km ² thousand) 1990 1/	7	Nominal deposit rate of banks, 1995 1/	n.a.
Forest and woodland area as % of total land area, 1990 1/	4		
Irrigated land as % of arable land, 1994 1/	70.4		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1997

2/ World Bank, *Atlas*, 1997

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1997

PREVIOUS IFAD LOAN/GRANT TO KYRGYZSTAN

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Sheep Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA		14 Sep 95	02 May 96	30 Jun 01	G - I - 3 - KG	USD	45 000	51.6%
Sheep Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	14 Sep 95	02 May 96	30 Jun 01	L - I - 390 - KG	SDR	2 350 000	18.7%





PROJECT DESCRIPTION

1. The project will comprise the following components: (i) support to farm re-structuring under the land and agrarian reforms; (ii) rural advisory and development services (RADS); (iii) poor farmer credit (Farm Development Fund); (iv) seed development; (v) crop protection; (vi) agriculture market information; and (vii) project implementation support.

Support to Farm Restructuring under the Land and Agrarian Reform

2. Under this component, the project will: (a) strengthen the *oblast* and *rayon* CLARs, village governments, and farmer groups to effectively carry out grass-roots level responsibilities for farm restructuring; (b) build up the State Agency for Land Management and Land Resources (SALMLR) capacity for physical demarcation of land boundaries and issue of land certificates, by providing essential equipment and staff training; (c) strengthen the Republican Centre for Land and Agrarian Reform (RCLAR) in carrying out programme coordination and implementation, public information preparation and dissemination, monitoring and evaluation, and management of the Agricultural Land Redistribution Fund (ALRF); and (d) help resolve legal aspects of land and agrarian reform and land market development. To implement these, the project will finance technical assistance, training, office equipment, vehicles and incremental operating expenditures.

Rural Advisory and Development Services (RADS)

3. This component, which is financed exclusively under the IFAD loan, is described in the main text, paragraphs 21-25.

Farm Development Fund and Pilot Activities (Credit)

4. This component, which is also financed exclusively under the IFAD loan, is described in the main text, paragraphs 26-27.

Seed Development

5. The project will assist in establishing a viable, self-sustaining, seed industry, providing farmers with good quality seed of improved varieties. For this, the project will: (a) support the acquisition and development of plant varieties including the use of international finished germplasm for cereals and forage; (b) rehabilitate selected facilities for cereal and forage seed production, processing and storage; (c) demonstrate seed production on pilot farms to promote the development of a private commercial seed sector; (d) strengthen, first, MAWR's capacity to develop and implement seed policy and second, its regulatory services for variety testing, variety registration and seed certification; (e) establish a legal framework and procedures for the protection of plant breeders' rights; and (f) support publication and dissemination of official variety testing results and seed industry information. For these purposes, the project will finance: laboratory and farm equipment; seed-cleaning equipment; repair of farm buildings; cereal varieties obtained from International Agricultural Research Centres (IARCs); TA, training and study tours for technical staff and seed growers; working capital requirements; incremental salaries; and operating costs.

Crop Protection and Plant Quarantine

6. The overall objective of the component is to assist the Government to develop pest management systems for the country that warrants user safety, public health and environmental and



agronomic sustainability. The project will not directly finance the import or purchase of pesticides, but help develop a system of sustainable pest management, by (i) on the one hand, assisting the Government to develop the framework and tools to ascertain the use and marketing of appropriate and safe pest control methods; and (ii) educating farmers in safe and sustainable pest prevention and control. The project-assisted RADS will be the vehicle available to the Government, to reach integrated pest management (IPM) messages to farmers and farmer groups. The project will finance critical facilities for the operations of the two laboratories and the six *oblast*-level centres, including vehicles, computers, communication equipment; technical assistance and staff training; and incremental operating costs.

7. In the sphere of plant quarantine, the project will rehabilitate on a pilot basis quarantine facilities at two sites (Bishkek and Osh) to improve quarantine controls on imported plants and plant produce consignments, and finance: (i) vehicles, computers and office equipment; (ii) membership of the European Plant Protection Organization; (iii) technical assistance to review quarantine regulations and procedures; and (iv) incremental operating expenses

Agriculture Market Information

8. The project will provide equipment, technical assistance and training for the establishment of a nation-wide Management Information System (MIS), building upon the pilot project which is currently underway in two *oblasts*, Talas and Issyk-Kul, with financing provided by the British Know How Fund (KHF). The MIS will collect, process, and disseminate agricultural market information for the benefit of producers, processors, traders and policy-makers. It will help increase the transparency of market transactions; transmit incentives and opportunities to agricultural producers; improve producers' bargaining position; stimulate competition among traders; and expand processors' and consumers' choices in product selection. The project will also include support for: updating standards and grades for priority commodities, especially those intended for export to the Commonwealth of Independent States and other countries; dissemination of information on standards and grades; preparing legal framework for enforcing the use of standards and grades in market transactions; and strengthening MIS to report market information with reference to standards and grades.

Project Implementation Support

9. MAWR will establish a PIU to coordinate overall project implementation. The implementation of individual components/activities will be entrusted to respective MAWR departments, SALMLR, Agrarian Academy (Crop Research Institute, CRI; Forage and Pasture Research Institute, FPRI); the seed farms; the RADS national secretariat and RADCs. The project will provide for financing of PIU's management costs including the cost of a national project director; an expatriate consultant and national procurement and financial management specialists.



LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Monitoring and Supervision (Means of Verification)	Critical Assumptions/Risks
<p>Goal</p> <p>Facilitate agricultural recovery to increase the sector's contribution to overall economic growth; increase rural incomes; and alleviate rural poverty.</p> <p>Consolidate structural reforms; and strengthen institutional capacity.</p>	<p>Measurable improvement in economic growth; agricultural productivity, profitability and sustainability; increases in rural incomes; reduction in poverty and related social expenditures.</p>	<p>National statistics on: overall economic growth; agricultural growth; agricultural GDP per capita; agricultural production and productivity (annual); agricultural incomes, by farm size and per capita; rural population in poverty and absolute poverty; and trends in social expenditures.</p> <p>Farm management surveys covering a sample of crops and non-crop activities, farms and enterprises;</p> <p>Rural household income and expenditure surveys;</p> <p>Donors' economic reports and sector studies.</p>	<p>Continued macroeconomic stability;</p> <p>Political support for: processes of land reform; farm restructuring; farmer access to support services; phasing-out of remaining government interventions and promoting competitive marketing.</p>
<p>Project Development Objective:</p> <p>Improve incentive framework for and productivity, profitability and sustainability of Kyrgyz agriculture. This will be done by means of assisting the government in:</p> <p>(a) implementing land and agrarian reforms;</p> <p>(b) providing emerging private farms with advisory and development services and training (in conjunction with farm trials, farm demonstrations and adaptive research);</p> <p>(c) providing credit to resource poor farmers</p> <p>(d) developing seed industry;</p> <p>(e) establishing legal bases, organizations and procedures for plant protection and quarantine services;</p> <p>(f) establishing agricultural market information system; and</p> <p>(g) capacity- building in MAWR.</p>	<p>Physical outcomes in terms of land and property shares distributed; number of farms restructured and new farms created; farm management changes in terms of greater use of private (as against collective) management structures;</p> <p>Improvements in farm productivity, profitability, viability, and sustainability of private farming;</p> <p>Improvements in farmers' access to inputs, including credit, quality seeds, advisory and adaptive research services; crop protection; and market information.</p>	<p>Concurrent monitoring of key activities including PIU progress reports;</p> <p>IDA/IFAD supervision reports,;</p> <p>IDA/IFAD mid-term review; RADC surveys of farm and crop budgets;</p> <p>Prepare Implementation Completion Report (ICR) jointly with IDA/IFAD.</p>	<p>Macroeconomic conditions sufficient to stimulate increased agricultural production.</p>



Narrative Summary	Key Performance Indicators	Monitoring and Supervision (Means of Verification)	Critical Assumptions/Risks
<p>Project Outputs:</p> <p>IFAD-financed Component: Rural Advisory and Development Services, and Farm Development Fund (Credit)</p> <p>Assist newly created farms through the processes of land reform to establish profitable farming and increase rural incomes. Toward this objective:</p> <p>(i) Establish Rural Advisory and Development Centers (RADCs) at <i>oblast</i> and <i>rayon</i> levels;</p> <p>(ii) Establish a Secretariat in Bishkek to provide coordination and monitoring for RADCs and to oversee financial management and control;</p> <p>(iii) RADCs to assist and train farmers in (a) technology adaptation including training in the use of improved production practices, in conjunction with a program of field trials and field demonstrations on farmers' fields at farmers' requests; (b) preparation of business plans in support of credit applications; and (c) work on farmer group development for obtaining improved services and solving common problems, e.g., in small-scale machinery operation and water use;</p> <p>(iv) Establish a Farm Development Fund, including a line of credit (USD 1.5 million) and Pilot Credit Activities</p>	<p>Key performance indicators would relate to:</p> <p>(i) Adoption Rate and Participation: Number of villages and households directly receiving project advice; adoption rate of each technique; number of groups formed and supported by the project; number of farm trials and demonstrations completed; and number of farmers visiting demonstration plots and trials; number of farmers/groups assisted with business plans; number of adaptive research contracts signed, contracts completed, topics covered, results disseminated.</p> <p>(ii) Impact at farm level and attractiveness of techniques: number of techniques considered by farmers as worthwhile; assessment of yields and income increases on sample households adopting advice;</p> <p>(iii) Access to Credit: Number of business plans prepared with RADS/UNDP support; and subloans disbursed by KAFC through Farmers Development Fund;</p> <p>(iv) Cost Recovery. Amount of recovery from farmers of RADS running costs and other sources of income including media sales, and fees for preparation of credit applications.</p> <p>(v) Poverty Targeting. Classification of advisory visits, credit and training according to poverty status.</p>	<p>(i) Concurrent monitoring of physical progress and qualitative assessment through RADS progress reports, and PIU/IDA/IFAD supervision reports;</p> <p>(ii) PIU to conduct annual impact evaluation of those actually participated in farmer associations; which services under the component would be actually beneficial to farmers; and to what extent did non-participants benefit indirectly (information diffusion effect);</p> <p>(iii) Mid-term review of the project by IFAD/IDA backed by a survey of beneficiaries.</p> <p>(iv) MAWR (PIU)/RADS Foundation to prepare Project Completion Report (PCR).</p>	<p>Two main types of risks:</p> <p>(i) RADCs' sustainability; (ii) government commitment to economic reform:</p> <p>(i) <u>Sustainability</u>: For long-term sustainability of a farmer-driven advisory service: (a) RADCs must assure high professional standards; and (b) RADCs must remain fully oriented to provide advice that is impartial and free from political biases; encourage farmers to provide contributions to the cost of advisory services, and ensure participatory character of the service through on-farm trials, demonstrations, and training; and (c) assist farmers to access formal and informal credit.</p> <p>(ii) <u>Government commitment</u> strengthened through: (a) on-going privatization of land and non-land assets and productivity improvements in agriculture; (b) improved farmer access to credit; reducing dependence of RADCs on government budget; (c) on-going systemic and institutional reforms in MAWR functions and (d) use of a judicious blend of public, private and voluntary sector initiatives to improve farm productivity.</p>

COSTS AND FINANCING

Expenditure Accounts by Financing Agencies (Including Contingencies) (USD million)

	IDA		IFAD		IFAD (Sheep Development Project)		BENEFICIARIES		GOVERNMENT		SWISS		GTZ		KHF		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	x	%		
I. Investment Cost																				
A. Civil Works	0.77	91.6	0.07	8.4	-	-	-	-	0.00	-	-	-	-	-	-	-	0.84	2.9	0.15	0.69
B. Equipment																				
Laboratory Equipment	0.63	94.9	0.03	5.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.66	2.3	0.66	-
Field Equipment	4.84	95.6	0.34	6.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5.19	17.7	5.19	-
Office Equipment	2.12	79.3	0.47	17.5	0.02	0.6	-	-	0.00	-	0.05	1.7	0.02	0.8	-	-	2.67	9.1	2.08	0.59
Subtotal	7.59	90.3	0.84	9.9	0.02	0.2	-	-	0.00	-	0.05	0.5	0.02	0.3	-	-	8.52	29.1	7.92	0.59
C. Vehicles	0.99	56.3	0.63	35.6	0.04	2.0	-	-	-	-	0.07	4.0	0.04	2.0	-	-	1.76	6.1	1.76	-
D. Contracted Services	0.28	22.5	0.96	77.5	-	-	-	-	0.00	-	-	-	-	-	-	-	1.24	4.3	0.43	0.81
E. Technical Assistance																				
International Costs	1.30	36.2	0.90	25.1	0.47	13.0	-	-	-	-	0.37	10.3	-	-	0.55	15.4	3.60	12.4	3.60	-
Local Support Expenses	0.14	37.4	0.14	38.1	0.01	3.5	-	-	-	-	-	-	-	-	0.08	21.0	0.37	1.3	-	0.37
Subtotal	1.44	36.3	1.04	26.3	0.48	12.1	-	-	-	-	0.37	9.3	-	-	0.63	15.9	3.97	13.7	3.60	0.37
F. Training																				
Overseas Training	0.31	41.4	0.33	43.4	0.11	15.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.75	2.6	0.75	-
Local Training	0.10	8.0	0.71	51.2	0.38	30.3	-	-	-	-	-	-	-	-	0.13	10.3	1.38	4.7	-	1.38
Subtotal	0.41	20.5	1.03	48.5	0.49	24.6	-	-	-	-	-	-	-	-	0.13	6.5	2.13	7.3	0.75	1.38
G. Credit																				
Line of Credit	-	-	1.50	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.50	5.1	1.50	-
Pilot Activity Fund	-	-	0.30	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.30	1.0	0.29	0.01
Subtotal	-	-	1.80	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.80	6.1	1.79	0.01
Total Investment Cost	11.48	57.4	6.38	31.5	1.03	5.1	-	-	0.00	-	0.49	2.4	0.06	0.3	0.76	3.8	20.26	69.2	16.42	3.84
II. Recurrent Cost																				
A. Operating Expenses	2.30	38.2	1.03	17.1	0.04	0.7	0.85	14.2	1.43	23.7	0.20	3.3	0.17	2.8	-	-	6.02	20.7	2.71	3.32
B. Incremental Salaries	0.45	15.0	0.50	16.8	0.65	21.5	0.39	13.1	0.59	19.6	0.22	7.2	0.20	6.8	-	-	3.01	10.3	-	3.00
Total Recurrent Cost	2.75	30.5	1.53	17.0	0.69	7.6	1.25	13.8	2.01	22.3	0.42	4.6	0.37	4.1	-	-	9.03	30.8	2.71	6.32
Total by Financing Agency	14.23	49.0	7.92	27.0	1.79	6.1	1.25	4.3	2.01	6.9	0.90	3.1	0.43	1.5	0.76	2.6	29.29	100.0	19.13	10.16





Expenditure Accounts by Components - Base Costs
(USD million)

Land and Agrarian Reform	Rural Advisory & Development Services (RADS)										Seed Industry Development				Market Info.		Physical Contingencies Total % Amount				
	Advisory and Development Services		Field Demonstr.		Crop Breeding Institute		Super Elite Seed Production		Commercial Seed Multiplication		Official Seed Unit in MAWR Testing		Crop Plant Quarantine		Protection Plant Protection			Market Info. System		Project Imple. Unit	
	Training, Secretariat	Credit Research	Pilot & Adaptive Research	Group Dev.	Breeding Institute	Crop Breeding Institute	Forage Breeding Institute	Elite Seed Production	Seed Multiplication	Commercial Seed Multiplication	Unit in MAWR Testing	Official Seed Unit in MAWR Testing	Plant Quarantine	Plant Protection	Plant Protection	Market Info. System		Project Imple. Unit	Contingencies Total % Amount		
-	-	-	0.06	-	0.07	0.04	0.03	-	-	0.01	0.13	0.12	0.20	0.04	-	-	-	0.69	10.0	0.07	
-	-	-	0.03	-	0.04	0.02	-	-	-	-	0.11	0.03	0.06	0.28	-	-	-	0.58	10.0	0.06	
-	-	-	0.22	0.08	0.95	0.17	0.78	-	1.22	-	1.11	-	0.01	0.01	-	-	-	4.55	10.0	0.46	
1.20	0.25	0.20	0.02	0.02	0.03	0.02	-	-	-	0.02	0.04	0.01	0.03	0.10	0.30	0.02	2.27	10.0	0.23		
1.20	0.25	0.20	0.28	0.10	1.01	0.21	0.78	1.22	0.02	1.26	0.04	0.10	0.10	0.39	0.30	0.02	7.40	10.0	0.74		
0.57	0.45	0.05	0.12	0.08	0.06	-	0.05	-	-	0.01	0.01	-	0.03	0.06	0.06	0.02	1.55	10.0	0.16		
-	-	0.35	0.40	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.20	0.95	10.0	0.09		
0.54	0.18	0.87	0.18	0.45	0.15	0.05	-	-	-	0.33	0.05	0.09	0.03	0.05	0.26	0.27	3.48	-	-		
0.07	-	0.07	-	0.06	0.01	0.00	-	-	-	0.03	0.01	0.01	0.00	0.00	0.02	0.03	0.31	-	-		
0.61	0.18	0.94	0.18	0.51	0.16	0.05	-	-	-	0.36	0.05	0.10	0.03	0.05	0.27	0.30	3.79	-	-		
-	-	0.22	-	0.20	0.07	0.03	-	-	0.02	0.02	0.04	0.04	0.03	0.03	0.03	-	0.72	-	-		
0.09	-	0.65	-	0.18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.06	-	1.00	10.0	0.10		
0.09	-	0.87	-	0.38	0.07	0.03	-	-	0.02	0.02	0.04	0.04	0.03	0.03	0.09	-	1.72	5.8	0.10		
-	-	-	1.50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.50	-	-		
-	-	-	0.30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.30	-	-		
-	-	-	1.80	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.80	-	-		
2.47	0.87	4.21	1.80	1.04	1.06	1.37	0.86	1.24	0.42	1.48	0.31	0.39	0.57	0.72	0.54	17.89	6.5	1.16			
0.74	1.26	0.20	-	0.19	0.10	0.21	0.09	0.38	0.10	0.44	0.15	0.16	0.13	0.63	0.07	5.05	-	-			
0.04	1.31	0.34	-	0.05	0.04	0.05	0.02	-	0.02	0.02	-	0.07	-	0.16	0.16	2.29	-	-			
0.78	2.57	0.55	-	0.24	0.14	0.25	0.11	0.38	0.11	0.46	0.15	0.24	0.13	0.79	0.23	7.33	-	-			
3.26	3.44	4.76	1.80	1.28	1.20	1.62	0.44	1.06	0.53	1.94	0.45	0.63	0.70	1.51	0.77	25.22	4.6	1.16			
0.19	0.07	0.12	0.00	0.09	0.04	0.11	0.03	0.09	0.12	0.00	0.14	0.02	0.03	0.04	0.02	1.16	-	-			
0.38	0.67	0.43	0.00	0.17	0.14	0.14	0.05	0.06	0.10	0.05	0.16	0.05	0.10	0.07	0.21	1.4	2.91	3.1	0.09		
3.82	4.19	5.31	1.80	1.53	1.37	1.87	0.51	1.20	1.84	0.59	2.24	0.52	0.76	0.82	1.77	0.94	29.29	4.3	1.25		
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
2.74	1.58	1.77	1.79	0.84	0.92	1.58	1.06	1.60	0.45	1.77	0.29	0.34	0.66	0.96	0.40	19.13	4.9	0.93			

I. Investment Costs

A. Civil Works

B. Equipment

Laboratory Equip.

Field Equipment

Office Equipment

Subtotal

C. Vehicles

D. Contracted Services

E. Technical Assistance

International Costs

Local Support Exp.

Subtotal

F. Training

Overseas Training

Local Training

Subtotal

G. Credit

Line of Credit

Pilot Activity Fund

Subtotal

Total Investment Costs

II. Recurrent Costs

A. Operating Expenses

B. Incremental Salaries

Total Recurrent Costs

Physical Contingencies

Price Contingencies

Taxes

Foreign Exchange

**ORGANIZATION AND MANAGEMENT**

1. The overall responsibility for project implementation will rest with the Minister of Agriculture and Water Resources, MAWR, who will chair an inter-agency Project Steering Council which will provide overall guidance and oversight to the project. Implementation responsibility for the individual project components will be with specific departments/units of the MAWR and the Deputy Minister in charge of these individual units. These Ministers will be members of the Project Steering Council. A PIU, headed by a Project Director, will be responsible for the day-to-day coordination of project work. The IFAD-financed RADS component, however, will be implemented by the RADS Foundation, established as an autonomous non-profit foundation, answerable to the Rural Advisory Steering Council (RASC) headed by a Chairman elected by Council members and a small secretariat headed by a general manager. The advisory services will be managed primarily at the *oblast* level by the RADC manager and guided by the *Oblast* Steering Councils (OSCs) with overall coordination by the secretariat at project headquarters. The Foundation will obtain its funds direct from the Ministry of Finance and Economy (MOFE). Although the RADS component will be autonomous of MAWR in its day-to-day functioning, it will liaise with MAWR's line departments on technical matters, and the PIU will provide coordination with the other components of the project and also exercise responsibility for procurement and the monitoring of progress. The credit component of the project (Farm Development Fund) will be managed by the Kyrgyz Agricultural Finance Corporation (KAFC) and its regional branches, in collaboration with UNDP (for group-organization work, through UNDP's ongoing Poverty Alleviation Pilot Project) and with technical agricultural support from the RADCs at the regional and district levels.

2. The agencies involved in the implementation of the project's components are listed below:

Component	Implementing Agency
1. Land and Agrarian Reform (Farm Restructuring Support)	MAWR - Republican and <i>Oblast</i> Centres for Land and Agrarian Reform. SALMLR .
2. (i) Rural Advisory and Development Services (RADS) (ii) Small Farmer Credit (Farm Development Fund)	RASC/RADCs . RASC and the national secretariat; RADCs at <i>oblast/rayon</i> levels (with support from MAWR and the institutes of KAA, agricultural universities and contract researchers). KAFC in collaboration with UNDP and RADCs.
3. Seed Industry Development	MAWR : Seed Unit and Variety Development and Seed Testing Organization; Agrarian Academy : Crop Research Institute (CRI) and Forage and Pasture Research Institute (FPRI); Super Elite/Elite Seed Farms (3); and Private Commercial Seed Farms (3);
4. Crop Protection and Plant Quarantine	MAWR : State Inspectorate of Plant Quarantine (SIPQ) and the Department of Chemical Supply and Plant Protection (DCSPP)
5. Agricultural Market Information System	MAWR : MIS Unit and Inter-agency MIS Management Committee.
6. MAWR Capacity-Building	MAWR (PIU) .

3. The organization charts below show the project's organizational set-up.



4. The PIU's main responsibilities will include: (a) oversight on project implementation including providing guidance to and coordination among agencies involved in the implementation of individual project components; (b) undertake procurement of goods and services; (c) accounting and financial management of project funds; (d) arrange audit of project accounts; (e) monitoring and evaluation of project performance including the preparation of progress reports; and (f) liaise with the national and local governments to ensure effective implementation of the project. The PIU will work under the direction of a national Project Director. The Project Director will work in collaboration with an internationally recruited Project Implementation Advisor.

Rural Advisory and Development Service (RADS)

5. In order to ensure autonomy, professional competence and operational efficiency in delivering technical services and business advice to numerous farmers and farmer groups, the RADS will be established as a non-profit foundation with a charter acceptable to IDA and IFAD. This model is based on the concepts successfully used in the country for the EU-TACIS Agricultural Training and Advisory Service (ATAS). The RADS sponsors will include farmer representatives from the six *oblasts*, the Government (MAWR and MOFE) and bilateral donors. By ensuring that farmer representatives remain in the majority, both as RADS sponsors and as members of the national-level RASC, the RADS is expected to remain fully oriented to farmer needs. At the same time, since the bulk of the RADS initial financing will be provided by the Government (with IFAD cofinancing), the ultimate control over channelling of the funds will unavoidably rest with the Government. For this reason, the RADS will function as a semi-autonomous institution, until it becomes, over a period, a self-financing organization. Another important feature of the RADS will be that its management will remain decentralized as RADCs at the *oblast* and *rayon* levels will function as the main grass-roots level resource management and operating units.

6. The RASC will be the highest permanent management body for the RADS. The RASC Chairman will be elected by council members and will have qualifications and experience acceptable to IDA and IFAD. The RASC Chairman would be the main link between the RADS and the rest of the project (including the government and the KAA), as both the Minister of Agriculture and Water Resources and the President of the KAA will be the members of RASC. Other members of the RASC will include the representatives of key government agencies, including the President's/Prime Minister's Offices; the Ministry of Finance and Economy (MOFE); farmer associations (one from each *oblast*); and donors. Finally, the charter of the RADS Foundation will provide for a flexible institutional structure, so that RADS can effectively respond to the changing economic and sectoral environment. The RASC will oversee the implementation of the component through approval of annual work plans and budget prepared by the Secretariat in collaboration with RADCs. Each RADC would prepare an annual work plan and budget using the format and schedule agreed with IFAD for approval by RASC, and review by IFAD during project supervisions.

7. The RADS will have a national Secretariat in Bishkek which will be headed by a general manager and will include technical specialists as well as support staff for personnel management, training, accounting and financial management. Two international advisers (extension and training) will be attached directly to the Secretariat. In addition, a media unit will be located in the Secretariat although its principal clients will be the RADCs. The Secretariat will be responsible for the component implementation, in liaison with the MAWR (line departments) on technical matters and MOFE on financial matters. The Secretariat, being autonomous, will have the authority to: (a) open and operate bank accounts; (b) select and hire staff for itself and RADCs, and (c) sub-contract activities to various agencies and NGOs. The Secretariat's responsibilities will include: policy development; RADC administration; financial management and control; advice to media unit; and monitoring of RADC performance.



8. RADCs will be the main vehicles to deliver advisory and development services to farmers and farmer groups and will have the following main responsibilities: (a) prepare and implement technical programmes in advisory services; (b) carry out on-farm demonstrations and field trials on farmers' fields at farmers' request; (c) commission local adaptive research contracts; (d) manage *oblast* and *rayon* level staff and maintain accounts; (e) liaise with local governments; and (g) disseminate information. RADC managers will be responsible for the development of annual work plans for their respective *oblasts*, under the overall guidance of local *Oblast* Steering Councils (OSCs). The OSCs which will comprise of representatives of farmers, NGOs, and government agencies from within the *oblast*, will play the same pivotal role as the RASC will do at the national level, in terms of ensuring that RADS remains client-responsive.

9. In addition to the manager, there will be five specialist staff and two administrative staff as well as a TA-financed advisor, either from the associate donors (SDC, GTZ) or from local UN volunteers or equivalent. The group development adviser (financed by Swiss grant) will also work at RADC level, though based in Bishkek. RADCs' *rayon* offices will be staffed by two or three extension advisors capable of giving a broad range of advice to farmers. They will also advise farmers where to obtain additional help, from the specialists in RADC *oblast* offices, the *rayon* land reform offices, to KAFC or to research institutes as necessary. There will be no need for a formal committee structure at the *rayon* level.

Farm Development Fund (FDF)

10. The Government will establish a Farm Development Fund (FDF) in KAFC with a credit line of USD 1.5 million provided by IFAD. FDF will operate in coordination with but outside the RADS, using KAFC's institutional structure already in place. KAFC will give authority to its regional managers to approve subloans to small-holders initially up to about USD 1 000. This is seen as a necessary institutional development for KAFC if it is to efficiently serve its institutional mandate to finance the agricultural sector. The small-farmer credit programme will be implemented through a three party agreement under which: (a) KAFC will provide financial services; (b) UNDP technical assistance (USD 0.5 million) provided outside the project will develop credit-worthy groups; and (c) RADS/RADCs will provide technical services.

11. KAFC will: (i) lend to properly established joint liability groups formed by UNDP (or other agencies) without collateral; (ii) lend at commercial rates (30%) on normal terms (1 year for production credit, 2/3 years for livestock/equipment credit); (iii) strengthen its *oblast* level offices with additional staff (to be trained by UNDP) and equipment to respond to credit requests from properly established groups.

12. RADS will: (i) collaborate with UNDP and assist the groups in resolving technical issues, advising on proposed credit based investments and on business plans; (ii) provide an ongoing technical support role for groups during the production period; and (iii) make available market information at harvest time and advise on market opportunities and techniques.

13. Using a proposed UNDP grant of USD 0.5 million, the KAFC will build partnerships with community-based organizations for delivering credit to poorer farmers. As part of the project implementation, UNDP will hire an expatriate training-cum-group development expert to strengthen the processes of training and group formation and organize training programmes exclusively for KAFC staff and guide in appraisal of group loans, the documentation processes and portfolio management. KAFC and UNDP will share information on their respective activities and prepare quarterly work programmes for the FDF. They will associate RADC staff with these processes.



14. IDA has appraised KAFC in its role as the implementing agency for the Rural Finance Project (RFP) which is being regularly supervised. The terms and conditions for KAFC's sub-loans from the FDF to farmer groups and individual farmers will also be broadly similar to those for the Small Farmers' Credit Outreach Programme (SFCOP) component under the RFP so that the interest rates charged by KAFC remain positive and the subloan maturities are consistent with the production cycle.

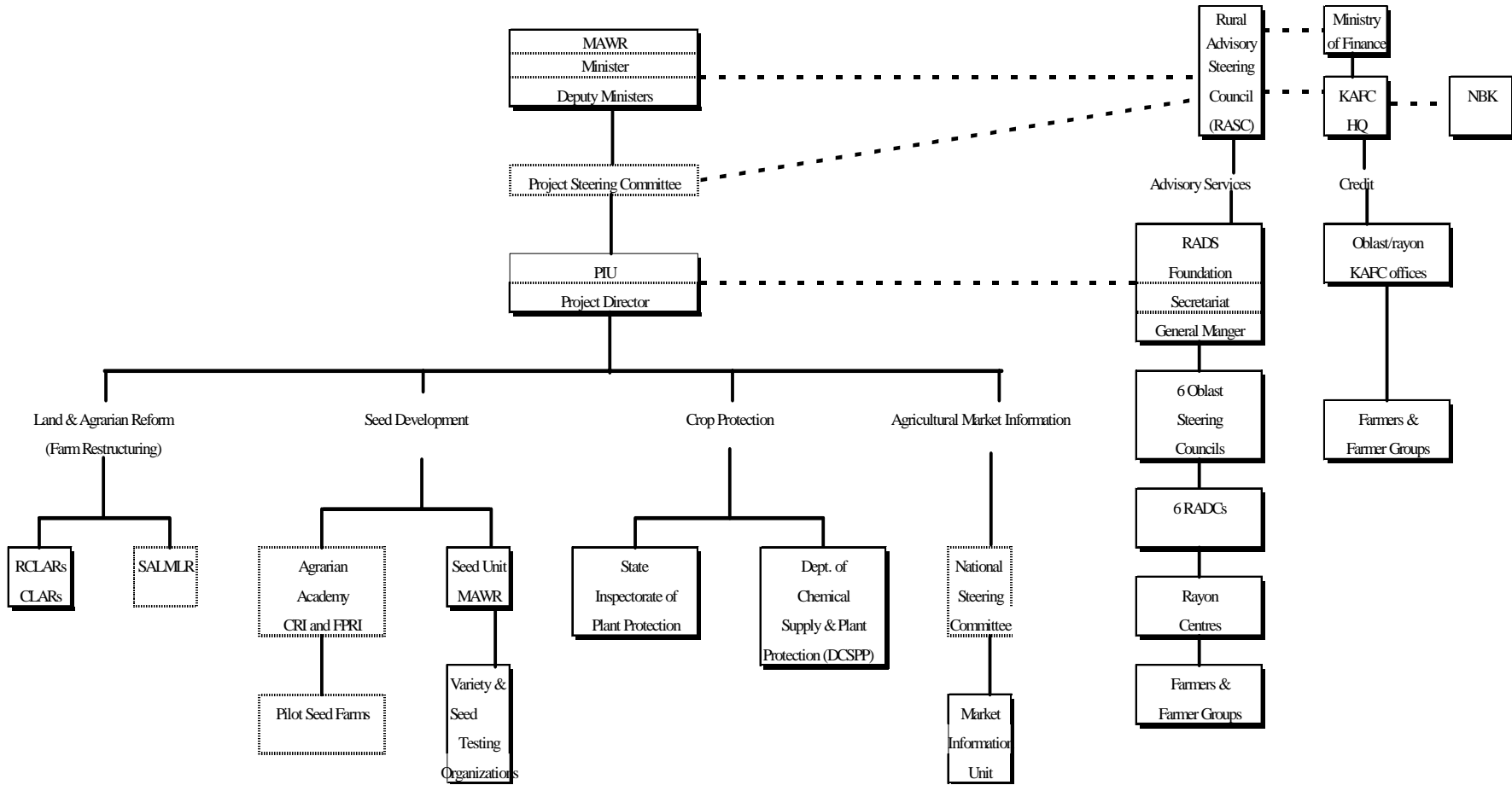
15. Loans will be given for seasonal inputs, livestock, equipment and machinery, construction of farm structures, etc. The first loan to a group will cover only short-term seasonal working capital. Based on track record, repayment and performance of a group, the second loan could include activities which require a little longer maturity (up to two years). The groups in subsequent lending cycle will be eligible for longer maturities up to a maximum of five years, linked to sound business plans and track performance. In view of savings mobilization by smallholder groups (SHGs) and use of savings following SHG rules and economic status of borrower, KAFC financing of working capital and investment loans would be up to 80% of cost, requiring 20% contribution by borrowers which can be in cash or in kind. The non-cash form may be family labour or retained inputs.

16. The branch credit officer of KAFC will be responsible for monitoring group development and group loans, and will have close liaison with UNDP animator or group animator and start attending SHG meetings coinciding with business plan and credit plan proposal preparation. He has a proactive role in guiding the SHG and NGO to conform to KAFC requirements and should satisfy himself that SHG has been formed and developed in accordance with accepted principles and methodology. After loan approval and disbursement, he will endeavour to attend the monthly group meeting of SHG. If not feasible, he should at least attend the alternative meetings. He will be a friend, philosopher and guide to the SHG. The close association will develop a strong banker-client bondship and will help him to initiate corrective actions if necessary.

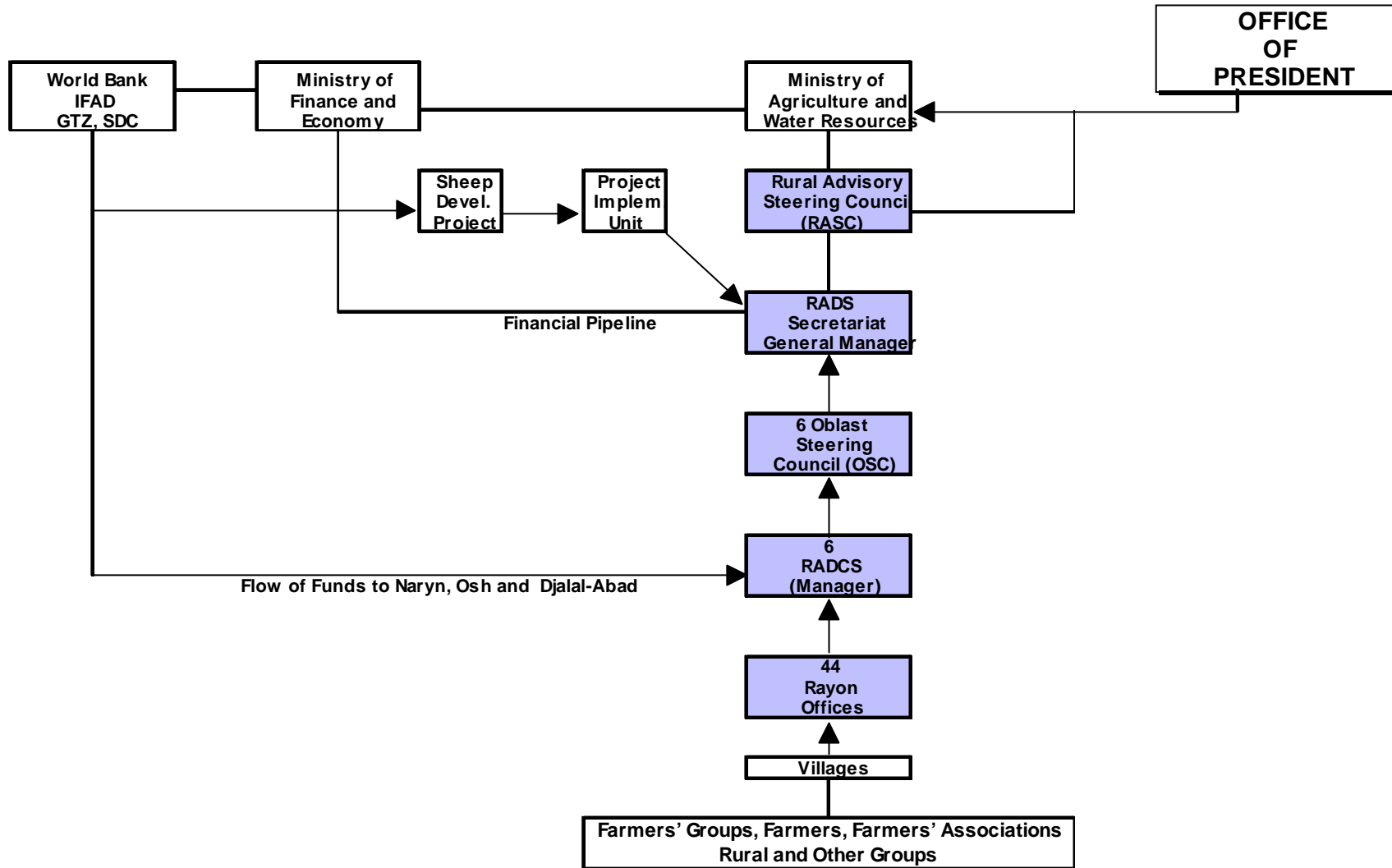
17. The loan appraisal and evaluation will primarily be done by SHG and village development council following guidance and training provided by the NGO/animator as well as the credit officer. On receipt of the credit proposal, the credit officer will have to screen the proposal and satisfy himself that the business plan and cash flow projections are realistic.

18. KAFC's Lending Manual and Guidelines, and its loan application formats and loan assessment are being adapted to suit SHG operations in consultation with UNDP.

Project Organization and Management

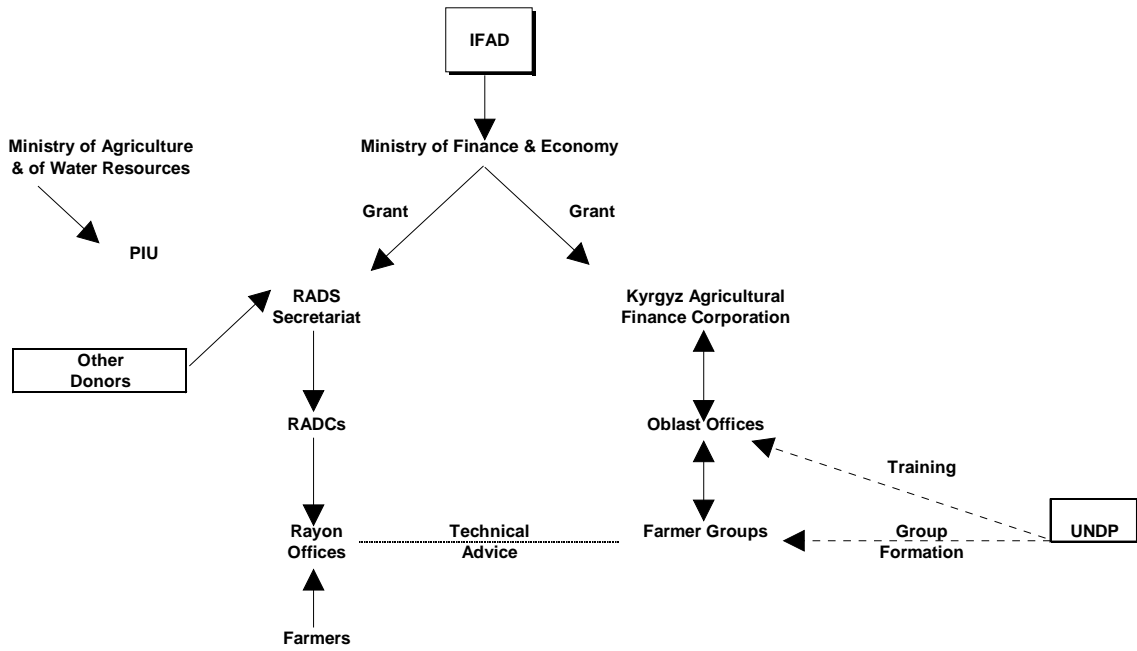


ORGANIZATIONAL CHART
RURAL ADVISORY AND DEVELOPMENT SERVICE (RADS)





FLOW OF FUNDS



**FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS**

1. Prior to reform, agriculture used to be collectively managed with average arable land units of 3 000-4 000 ha and several thousands of people living on them. These enterprises are now breaking down into smaller farms, transformed into other types of organizations mostly managed by individual or groups of farm families. In order to assess the project's potential impact at the farm level, crop models have been prepared with reference to: individual farms and peasant farms (or associations), based on a 1994-96 survey of 24 farms which was updated in 1997. The survey was carried out by EU/TACIS, in two major representative regions of Chui and Osh. These models compare crop performances "without project" and "with project". Conservative assumptions have been used in projecting crop yield increases. For the "with project" situation, it is assumed that the project beneficiaries will be able to produce yields equivalent to the national averages in the years 1989-91. The "without project" crop yields are based on 1994-96 national averages (up dated in 1997) which had declined relative to the averages for 1989-91, in the wake of the transition to market economy. The following table summarizes the projected crop yields and gross margins calculated:

Crop	Yield Increase (t/ha)			Gross Margin (KGS/ha)		
	Existing Technology (*)	Improved Technology (**)	% of increase	Existing Technology	Improved Technology	% of Increase
Wheat	1.9	2.7	42%	1 552	2 512	62%
Barley	1.5	2.2	47%	1 143	2 008	76%
Maize	3.8	6.3	66%	2 750	4 710	71%
Sugar beet	12.4	16.5	33%	3 791	5 845	54%
Lucerne	6.0	9.0	50%	2 090	3 100	48%
Cotton	2.2	2.6	20%	3 673	5 046	37%

(*) 1994-96 national average. (**) 1989-91 national average.

2. The following illustrative farm models (financial) derived from a rapid survey undertaken in two *oblasts* for the purpose of this project, indicate the potential impact on individual farms and peasant farms (or associations):



	Farm model 1 Farm Size: 10 ha	Farm model 2 Farm Size: 47 ha	Farm model 3 Farm Size 6 ha	Farm model 4 Farm Size 20 ha	Average
	Individual Farm in Kara-Balta	Peasant Farm in Kara-Balta	Individual Farm in Osh	Peasant Farm in Osh	
No of households	1	5	1	5	
No of people	6	30	6	30	
Cropping Pattern (ha)	Wheat: 4 Barley: 2 Maize: 1 Sugar beet: 1 Lucerne: 2 Total: 10	Wheat: 20 Barley: 16 Maize: 2 Sugar beet: 3 Lucerne: 6 Total: 47	Wheat: 2 Cotton: 2 Maize: 1 Lucerne: 1 Total: 6	Wheat: 8 Cotton: 6 Maize: 4 Lucerne: 2 Total: 20	
Net income (KGS/household)					
w/o project	17 215	13 868	14 091	11 409	14 146
with project	27 559	22 505	20 745	16 947	21 939
incremental	10 344	8 637	6 655	5 538	7 793
% increase	57	62	47	49	55
Net income (KGS/ ha)					
w/o project	1 721	1 475	2 348	2 282	1 956
with project	2 756	2 394	3 458	3 389	2 999
incremental	1 034	919	1 109	1 108	1 043
% increase	60	62	47	49	53
Working Capital (Credit requirements) (KGS)					
Per household	5 422	5 025	7 058	4 680	5 546
Per ha	542	535	1 176	1 170	856

(1) Assuming half of the private households in individual units, half in peasant farms.

3. Households adopting improved technologies and seeds promoted by the project and having access to appropriate credit and water supply could increase their net household income by an average of 55% to about KGS 22 000 (USD 1 250). The average incremental income/ha would be about KGS 1,043 (or about USD 60). The FRR and ERR would be as follows:

Rate of Return	Model 1	Model 2	Model 3	Model 4	Average
FRR	25%	21%	14%	10%	17%
ERR	23%	15%	24%	14%	23%

4. Farm models presented above assume a cropping pattern comprising of predominantly low value crops. There will be mostly one crop per year although some farmers might take vegetables as a second crop on a small area. However, the share of the second crop in the total cropping pattern is expected to be very small. Taking a conservative approach to financial and economic analysis, the farm models, therefore, assume neither any increase in the cropping intensity nor any fallow lands. Potentially, however, in response to higher prices and improved marketing, the cropping pattern may undergo structural changes relative to the base case. Such changes would inevitably lead to increases in household/ha incomes, and in the financial and economic returns to the project. To illustrate the impact of a potential change in the cropping pattern on the project's economic performance, a sensitivity analysis was undertaken assuming that the proportion of relatively high value crops such as maize, sugar beet and cotton could go up by about 20% at the expense of wheat and barley. The ERR in this environment, assuming other variables remain constant, could be as high as high as 34% relative to 21% under the base case.



5. **Economic Rate of Return (ERR).** A cost/benefit analysis has been undertaken by using economic values, and aggregating farm models and project costs at the national level. Economic prices have been calculated for major tradable products using prices and price projections available in November 1997. A conversion factor of 1 has been used for project costs as no distortions appear to affect the prices of items procured under the project.

6. Economic values are higher by 18% to about 50% compared with the financial prices. When introduced in crop budgets, the economic prices show positive results indicating that major crops supported by the project are economically justified. While aggregating costs and benefits at project level, two assumptions have been used: (a) approximately 40% of the benefits are attributed to the proposed project (ASSP); based on assessment of the contributions expected to be made by various inputs to total productivity improvement on participating farms. The incremental benefit is estimated to result from the improved incentive framework and services provided by ASSP and increased credit facilities; (b) it is estimated that there will be approximately 143 000 private farms when farm restructuring is completed. A recent survey to assess the impact of the experience of TACIS households (ABC and ATAS) shows that “farmer coverage” rates are between 47% and 70%. On this basis, at least 67 200 farms could be served by the project. Among these, only a proportion would adopt recommended technologies and/or improved seeds released by the project. The adoption rate has been estimated at 50% so that the number of participating farms would be about 33 600 or about 24% of the total: about 8% at the end of year 2 (11 200 farmers); 16% at the end of year 3 (16%); and 24% at the end of year 4 (33 600).

7. **The ERR for the project as a whole is estimated at 21%** (with a 12% discount rate). A sensitivity analysis has been undertaken using the following approaches: (i) farmer coverage rate of advisory services, and adoption rates for proposed technologies could be lower; (ii) farm benefits from project activities could be lower; and (iii) the cost of project activities could be higher than expected. The results are as follows:

Sensitivity Analysis: Participation Rates

Sensitivity Factor	Base Assumption	Switching Value	Switching Value in % compared with base assumption
Participating Rate (Coverage rate x adoption rate)	24%	17%	-29%

Sensitivity Analysis: Changes in Project Cost and Benefits

Benefits/Costs	ERR	Cost+10%	Cost+20%
Base Assumption	21%	19%	16%
Benefits -10%	18%	16%	11%
Benefits -20%	15%	13%	11%